



DIASPORA ET INVESTISSEMENT



SOULEYMANE AGNE, L'HOMME QUI FAIT POUSSER DES VOCATIONS



**ILS OSENT. ILS
IMPACTENT.
ILS FONT LA
FIERTÉ DE
L'AFRIQUE !**



SOUTENEZ LE FESTIVAL *Tiebou Dieune*



DU **25** AU **30**
OCTOBRE 2026



SAINT LOUIS

Votre soutien contribue
à la valorisation de notre
culture et de nos traditions.

MONTANT MINIMUM DE SOUTIEN :

5000 F CFA

**Orange
Money**

+221 78 794 61 61

MINIMUM
5000 F CFA



wave

+221 78 794 61 61

MINIMUM
5000 F CFA

FAITES VOTRE DON VIA :



**VIREMENT
BANCAIRE**

IBAN

SN08 SN17 8010 0202
2111 1900 0850

MINIMUM
5000 F CFA

Ceebu Jën

MERCI POUR VOTRE GÉNÉROSITÉ !

Ensemble, faisons rayonner notre patrimoine.



Téléphone / WhatsApp
+221 78 794 61 61



contact@festivaltieboudieune.com



www.festivaltieboudieune.com

Directeur de la Publication

Malick SAKHO

Secrétaire de la Rédaction

Falilou THIANE

Rédacteur en chef

Ousmane THIANE

Correspondants

Aly SALEH, Fallou S ECK (Sénégal),

Momar Dieng DIOP (Espagne),

Daouda THIAM (Mauritanie),

Assane SARR (Canada),

Magatte SIMAL, Moussa Cissé (Italie)

Sidy NDAO (France)

Régie publicitaire

+33 (0)7 51 56 33 83

+221 77 678 12 05

Service Marketing & Commercial

Cheikhou NDIAYE

Dépôt légal

Adresse : 14 Rue Henri Queffelec

35170 Bruz (France)

Contact rédaction :

+33 (0)6 01 23 13 87

Email : asso.diaspora2.0@gmail.com

Éditeur : Association

Impression : Papernews



www.diasporaactu.net

Diasporaactu.net
L'actualité sénégalaise et internationale

Télécharger notre Application
Diaspora Actu



Loin, mais jamais absents

On me demande souvent pourquoi ce magazine existe. La réponse tient en une image, celle qui revient à chaque bouclage : un fils qui appelle sa mère au pays pour lui annoncer qu'il vient d'ouvrir son cabinet à Montréal, une jeune femme qui rentre à Dakar après quinze ans à Londres pour monter son entreprise, un grand-père qui raconte à ses petits-enfants nés à Paris le nom du village qu'il n'a jamais oublié. Ce sont ces vies-là, tissées entre deux rives, que nous avons choisi de raconter, numéro après numéro.

La diaspora n'est pas un sujet parmi d'autres. C'est une matière vivante, faite de départs qui pèsent et de retours qui se méritent, de réussites discrètes et d'autres plus éclatantes, de doutes aussi, que l'on tait souvent par pudeur. Trop longtemps, on a réduit cette histoire à des chiffres : envois de fonds, statistiques migratoires, courbes économiques. Nous croyons qu'il est temps de lui rendre son visage humain.

Ce numéro en est la preuve. Vous y découvrirez le parcours de Ndoumbé Niang, qui a fondé Evolis Africa avec la conviction tenace que l'on peut bâtir depuis l'extérieur sans jamais tourner le dos à son continent. Son histoire n'est pas un cas isolé. Elle rejoint celle de milliers d'Africains de la diaspora qui, chacun à leur échelle, transforment leur exil en levier plutôt qu'en renoncement. C'est précisément cette énergie que nous voulons honorer avec les Trophées Diaspora, dont les premières esquisses prennent forme : un rendez-vous pensé pour que ces trajectoires exceptionnelles cessent enfin d'être invisibles.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Reconnaître. Nommer. Donner à voir ce qui, trop souvent, se joue loin des projecteurs. Un ingénieur qui forme la relève dans son pays d'origine à distance. Une mère qui a monté une association pour scolariser les enfants restés au village. Un jeune entrepreneur qui refuse de choisir entre l'Europe et l'Afrique et construit, obstinément, un pont entre les deux. Aucun de ces parcours ne fait la une des grands médias. Ils font pourtant, jour après jour, l'histoire réelle de la diaspora.

Nous n'avons pas la prétention de tout raconter. Mais nous avons celle de raconter juste. Sans misérabilisme, sans grandiloquence non plus. Juste des histoires vraies, portées par une écriture qui prend le temps de comprendre avant de conclure.

Ce numéro vous appartient autant qu'à nous. Il est le reflet d'une communauté qui n'a jamais cessé de croire, d'entreprendre et de transmettre, où qu'elle se trouve.

Bonne lecture.

Édito



Malick Sakho

ORGANISATEURS D'ÉVÉNEMENTS, FAITES RAYONNER VOS PROJETS !

Diaspora 2.0 vous accompagne pour donner à votre événement la visibilité qu'il mérite.

NOS PRESTATIONS

- | | |
|---|---|
| Couverture photo et vidéo professionnelle | Promotion sur nos plateformes numériques et réseaux sociaux |
| Interviews des organisateurs et invités | Création de contenus de communication |
| Reportages et articles sur diasporaactu.net | Valorisation de vos partenaires et sponsors |

NOS PLATEFORMES MÉDIAS



DIASPORA 2.0

L'INFO AU RYTHME DE LA DIASPORA



**FAITES CONNAÎTRE VOTRE ÉVÉNEMENT
AVANT, PENDANT ET APRÈS !**



Une équipe passionnée et professionnelle



Une visibilité maximale pour vos événements



Un réseau engagé en France, en Afrique et dans le monde



Un impact durable pour vos projets

CONTACTEZ-NOUS
DÈS MAINTENANT !



TÉL / WHATSAPP
+33 7 51 56 33 83



E-MAIL
asso.diaspora2.0@gmail.com



SITE WEB
diasporaactu.net

DIASPORA 2.0 - VOTRE PARTENAIRE COMMUNICATION POUR TOUS VOS ÉVÉNEMENTS.

Les rendez-vous à ne pas manquer !

Du 9 au 11 octobre 2026 à la Salle de la Manufacture – Nantes
Festival des Littératures Africaines à Nantes

La littérature africaine sera à l'honneur à Nantes à l'occasion de la 11^e édition du Festival des Littératures Africaines. Pendant trois jours, le public est invité à voyager à travers la richesse et la diversité des littératures du continent africain.
Un rendez-vous culturel consacré aux livres, aux auteurs, aux échanges et à la découverte des multiples voix qui font vivre les littératures africaines.
Trois jours pour voyager à travers les littératures africaines !

Samedi 19 septembre 2026 à Manoir de la Noé – Bruz
Arômes et Saveurs d'Afrique

Place aux saveurs et aux cultures africaines avec la journée « Arômes et Saveurs d'Afrique », consacrée à la présentation et à la dégustation de la gastronomie africaine.
Le public est invité à venir découvrir et partager les spécialités culinaires de différents pays dans une ambiance conviviale, culturelle et festive.
Participation libre et gratuite – inscription obligatoire
Chaque participant est également invité à apporter les spécialités du pays qu'il souhaite représenter.
Une journée pour partager, découvrir, déguster et célébrer la richesse de nos cultures !

**JOURNÉE DE PRÉSENTATION
ET DE DÉGUSTATION DE LA
GASTRONOMIE AFRICAINE**

**Arômes et Saveurs
d'Afrique**

Un voyage culinaire, culturel
et authentique à travers l'Afrique !

**SAMEDI
19 SEPTEMBRE
2026**

**AU MANOIR
DE LA NOÉ
DE 12H À 20H**

**INSCRIPTION
OBLIGATOIRE**
au numéro email :
inter+value@gmail.com

**PARTICIPATION
LIBRE ET GRATUITE**

**APPORTEZ
LES SPÉCIFICITÉS
DU PAYS QUE VOUS
VOULEZ REPRÉSENTER**

*Venez partager, découvrir, déguster et célébrer
la richesse de nos cultures !*

30 SEPTEMBRE – 02 OCTOBRE 2026 à Bruxelles
EUROPAFRICA INVESTMENT FORUM 2026

Investir ensemble pour une croissance durable et partagée
Plus d'informations sur ce lien :
<https://credassurgroup.org/europafrika-forum/>

**FESTIVAL des
LITTÉRATURES
AFRICAINES
à NANTES**

11^{ème} Édition

**Du 9 au 11 Octobre 2026
Salle de la Manufacture**

**3 Jours
pour voyager à travers les
littératures africaines.**

@festi_littafraicainesnantes
@brunch littéraire

brunchlitterairenantes@gmail.com
<https://feslian.com/>

Samedi 5 septembre 2026 au stade Siméon-Belliard.
Forum des associations - Bruz

Envie de découvrir une nouvelle activité ou de vous engager en tant que bénévole ? Participez au forum des associations le samedi 5 septembre de 9 h 30 à 13 h au stade Siméon-Belliard.
Programmation sur le site internet : ville-bruz.fr

DIASPO RENNES AFRIK en collaboration avec **COMITÉ MISS & MISTER AFRIQUE-BRETAGNE**

VOUS PRÉSENTENT

**APPEL À CANDIDATURE
MISS ET MISTER
AFRIQUE-BRETAGNE
2027**

Une célébration de l'élégance, de la culture, du leadership
et de l'engagement de la jeunesse africaine en Bretagne.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

- ✓ Être âgé.e d'au moins 16 ans au moment de l'inscription (16 à 18 ans : autorisation parentale obligatoire).
- ✓ Être d'origine africaine ou afro-caribéenne (liens historiques avec l'Afrique).
- ✓ Avoir la nationalité d'un pays africain ou caribéen, ou être né.e en France ou en Europe (l'essentiel est l'appartenance culturelle ou nationale).
- ✓ Avoir un teint naturel : l'utilisation de produits dépigmentants ou tout traitement visant à modifier la carnation de la peau est strictement interdite.
- ✓ Il n'y a aucune condition de situation matrimoniale, de taille, de poids ni d'apparence physique. L'élection se veut inclusive, valorisant la diversité sous toutes ses formes.
- ✓ Résider en Bretagne ou y avoir un ancrage régulier.
- ✓ Être disponible pour les répétitions, les rencontres préparatoires et la finale.

MISS AFRIQUE-BRETAGNE 2026
Beverley AMASSE

MISTER AFRIQUE-BRETAGNE 2026
Ivan Prince KUMANGVUA

**DATE LIMITE DE CANDIDATURE :
10 OCTOBRE 2026**

EN REMPLISSANT
CE FORMULAIRE
GOOGLE FORM :

https://docs.google.com/forms/d/13IX9uNF-DeHnYY17gqFKRwNVAJ_V8rEGoor04PV/viewform?edit_requested=true

POUR PLUS D'INFOS : diaspoafrikrennes@gmail.com +33 6 29 86 26 47

Ensemble, célébrons nos cultures, nos talents et la beauté de l'Afrique dans l'unité et le fun-play !

DOSSIER

DIASPORA ET INVESTISSEMENT – FIA 2026 : quand la diaspora africaine se donne rendez-vous pour investir sur le continent

- À Paris, le FITDS veut rapprocher les territoires sénégalais des investisseurs et de la diaspora
- pourquoi les Sénégalais de l’extérieur hésitent-ils à investir dans leur pays ?
- DiaspAgro et CICAD Invest, quand la diaspora transforme l’attachement au Sénégal en force d’investissement

REPORTAGE

Canada : Des travailleurs étrangers devenus indispensables au fil des saisons

COOPÉRATION

Dalifort-Foirail et Center Point renforcent leur coopération et envisagent un futur jumelage

ACTU DIASPORA

- Thierno Amadou Ba, la diaspora comme terre de mission
- Bologne accueille la deuxième édition du Forum de l’Entrepreneuriat et de l’Habitat
- Italie –
Sénégal : une nouvelle voie pour la migration professionnelle



FIGURES DE LA DIASPORA

Ils osent. Ils impactent. Ils font la fierté de l’Afrique !



ENTREPREUNERIAT

Un toit, enfin : comment Keur Yaye Fatou Immo répare la confiance perdue de la diaspora sénégalaise



Diasporaactu.net

DISPONIBLE SUR Google Play

Télécharger notre Application

Diaspora Actu

Diasporaactu.net

L'actualité sénégalaise et internationale

DISPONIBLE SUR Google Play

FIA 2026 : QUAND LA DIASPORA AFRICAINE SE DONNE RENDEZ-VOUS POUR INVESTIR SUR LE CONTINENT



Samedi 22 août 2026, l'Espace Vau Gaillard de Bruz a vibré au rythme d'un événement inédit. La première édition du Forum de l'Investissement en Afrique, le FIA, a réuni pendant près de neuf heures porteurs de projets, entrepreneurs, investisseurs et représentants associatifs venus donner corps à une ambition commune, celle de faire de la diaspora un moteur concret du développement africain. Organisé par Diaspora 2.0, le Mouvement Panafricain Leaders et Mwafrika, ce forum s'est imposé d'emblée comme un rendez-vous à retenir dans le calendrier des initiatives économiques panafricaines en France.

Le thème choisi pour cette édition inaugurale donnait le ton : « Les opportunités d'investissement en Afrique, innover, entreprendre et construire l'avenir ». Un mot d'ordre qui a trouvé un écho particulier auprès d'un public venu de bien plus loin que la seule Bretagne. Des délégations avaient en effet fait le déplacement depuis l'Italie et depuis Paris, preuve que l'événement a su, dès sa première édition, dépasser les frontières régionales pour attirer une diaspora mobilisée aux quatre coins de l'Europe. Cette dimension internationale a nourri des échanges d'une richesse rare, où se sont croisés parcours entrepreneuriaux, expériences d'investissement et visions

du développement africain forgées dans des contextes très différents. Dès l'ouverture officielle, le ton était donné : ce forum ne serait pas une simple vitrine, mais un espace de travail concret.

La matinée a été rythmée par une première session de pitches, où six porteurs de projets ont disposé chacun de huit minutes pour convaincre un public averti de la pertinence de leurs initiatives. Un exercice exigeant, qui a permis de mesurer la diversité et la maturité des projets présentés, entre innovation, entrepreneuriat et infrastructures, les axes mêmes affichés par le forum. Ce premier temps fort a été suivi d'un panel consacré à l'investissement et à l'entrepreneuriat en Afrique, animé par Ide Rosine Deumaga, qui a interrogé les logiques de partenariat entre la diaspora et le continent

ainsi que les conditions d'accès au marché africain pour des entrepreneurs installés en Europe.

L'après-midi a marqué un tournant dans le format de la journée, avec l'installation d'un espace dédié aux rencontres B2B. Seize participants inscrits se sont répartis sur trois tables pour dix-huit rendez-vous de vingt minutes chacun, un dispositif pensé pour transformer l'intérêt suscité par les pitches et les échanges de la matinée en contacts d'affaires réels. C'est sans doute là que s'est jouée une partie de l'essentiel du forum, loin des estrades et des micros, dans ces face-à-face où se négocient les premières bases de futurs partenariats.

Une seconde session de pitches a ensuite permis à cinq nouveaux porteurs de projets de présenter leurs initiatives, avant un ultime panel

consacré aux obstacles et aux clés de réussite de l'investissement en Afrique, animé par Ibrahima Badji. Entre les difficultés bien connues d'accès au financement, les enjeux de confiance entre diaspora et acteurs locaux, et les opportunités que représentent des secteurs comme les infrastructures ou le développement durable, ce dernier temps d'échange a offert une synthèse lucide des défis qui attendent encore les investisseurs de la diaspora.

La journée s'est refermée sur une restitution des rencontres et des annonces tournées vers l'avenir, avant une clôture officielle marquée par les remerciements d'usage et une photo collective réunissant l'ensemble des participants.

Au-delà des chiffres et du programme minuté, c'est bien l'esprit de cette première édition qui restera : celui d'une diaspora venue d'Italie, de Paris et d'ailleurs, rassemblée à Bruz autour d'une conviction partagée, celle qu'investir en Afrique aujourd'hui, c'est construire l'Afrique de demain, ensemble.

Malick Sakho



À PARIS, LE FITDS VEUT RAPPROCHER LES TERRITOIRES SÉNÉGALAIS DES INVESTISSEURS ET DE LA DIASPORA

Les 24 et 25 octobre 2026, le Forum International des Territoires Durables et Solidaires du Sénégal réunira à Paris élus locaux, investisseurs, entreprises, partenaires techniques et financiers et représentants de la diaspora autour d'un même enjeu : faire du développement territorial un véritable levier de croissance, d'emploi et d'investissement.



Pour sa première édition, le FITDS entend placer les territoires au cœur des dynamiques de développement du Sénégal. Plus qu'une rencontre institutionnelle, le forum veut créer une plateforme permettant aux collectivités de présenter leurs potentialités, leurs besoins et leurs projets à des investisseurs, entreprises, partenaires internationaux et membres de la diaspora. L'objectif est de rapprocher les projets des territoires des financements et des compétences nécessaires à leur réalisation.

Cette démarche intervient dans un contexte où les collectivités sénégalaises assument des responsabilités croissantes en matière de développement local. Création d'emplois, attractivité économique, financement des projets, amélioration des services publics, gouvernance et transition écologique figurent parmi leurs principaux défis. Le FITDS souhaite ainsi contribuer à faire des collectivités de véritables actrices économiques, capables de valoriser leurs ressources, d'attirer des investissements et de créer des emplois.

Les échanges porteront notamment sur l'agrobusiness, l'industrialisation, l'employabilité, le recrutement international, la gestion des déchets, l'économie circulaire, les énergies renouvelables et le financement des projets. Le renforcement des capacités des élus et cadres territoriaux, la gouvernance, la planification et le marketing territorial seront également au cœur des discussions.

Le choix de Paris répond à cette volonté de rapprocher le Sénégal de ses partenaires européens et de sa diaspora. Le forum entend favoriser les jumelages, présenter les projets communaux aux bailleurs et mobiliser les compétences et les réseaux des Sénégalais établis à l'étranger. Une implication qui dépasse les seuls transferts financiers pour mettre également en avant l'expertise, les compétences et les relations dont dispose la diaspora.

Les deux journées ont été conçues pour passer de la réflexion à l'action. La première sera consacrée aux collectivités, à la gouvernance et au développement économique local, avec des échanges sur la décentralisation, l'emploi des jeunes, la formation, l'entrepreneuriat, les investissements et les partenariats public-privé. Les dix collectivités

participantes présenteront également leurs territoires, leurs potentialités et leurs projets prioritaires.

La seconde journée mettra l'accent sur les territoires durables, l'innovation et l'investissement, avec des discussions consacrées notamment à l'environnement, à l'eau, à l'assainissement, aux énergies renouvelables et à la mobilité durable. Des laboratoires territoriaux travailleront sur l'emploi et la formation, l'environnement, l'attractivité, le tourisme, l'économie locale ainsi que le financement des projets.

Le forum se poursuivra par des rencontres B2B et B2G entre collectivités, investisseurs, entreprises et partenaires techniques et financiers. Le Grand Pitch des Territoires permettra de présenter les projets prioritaires à financer ou à accompagner. L'ambition est de transformer les échanges en contacts, en engagements et, à terme, en réalisations concrètes.

Un carrefour de coopération entre le Sénégal, l'Europe et sa diaspora

Les organisateurs affichent des objectifs précis : vingt conventions de partenariat et de jumelage, cinq projets pilotes de développement du-

table, des financements pour dix projets communaux, ainsi qu'un Guichet Emploi et Recrutement International destiné à accompagner mille jeunes. Un plan de marketing territorial pour chaque collectivité participante et un Réseau des Territoires Durables et Solidaires Sénégal-Europe sont également prévus. Au-delà de ces deux journées, l'enjeu sera surtout de faire vivre les engagements pris à Paris. L'adoption annoncée de la Déclaration de Paris des Territoires doit notamment permettre de formaliser des engagements communs et une feuille de route.

Une centaine d'élus du Sénégal et de France

Le forum prévoit la participation d'une centaine d'élus du Sénégal et de France, de 100 collectivités territoriales françaises et européennes, ainsi que de 50 investisseurs, ONG et partenaires techniques et financiers.

Des entreprises spécialisées dans l'agrobusiness, les ressources humaines, les infrastructures, la gestion des déchets et les énergies renouvelables sont également attendues.

Porté par IBC Invest International, en partenariat avec Syprom et ib Consulting, le FITDS entend ainsi rapprocher les territoires sénégalais des opportunités internationales. Son ambition est de faire des collectivités des espaces capables de créer de la valeur, de l'emploi et des opportunités, tout en répondant aux exigences d'un développement plus durable et solidaire.

Les 24 et 25 octobre 2026, au Novotel Paris Val de Fontenay, Paris deviendra ainsi un carrefour de coopération entre le Sénégal, l'Europe et sa diaspora. La véritable réussite du rendez-vous se mesurera toutefois à ce qui restera après le forum : des conventions signées, des financements mobilisés, des projets lancés et des partenariats durables. À Paris, les territoires sénégalais ne viendront donc pas seulement chercher des partenaires. Ils viendront aussi présenter ce qu'ils ont à offrir et ce qu'ils veulent construire. Une démarche qui résume l'esprit du FITDS : faire des rencontres un point de départ et des projets la véritable mesure de l'action.

Malick Sakho

POURQUOI LES SÉNÉGALAIS DE L'EXTÉRIEUR HÉSITENT-ILS À INVESTIR DANS LEUR PAYS ?

Ils vivent en France ou en Italie, travaillent, épargnent et envoient régulièrement de l'argent au Sénégal. Mais lorsqu'il s'agit d'investir dans leur pays, beaucoup hésitent encore. Peur de perdre leurs économies, difficultés de gestion à distance, problèmes fonciers, lourdeurs administratives ou manque de confiance : derrière les milliards envoyés chaque année, une question demeure. Pourquoi la diaspora peine-t-elle encore à transformer son épargne en investissements durables ?

Depuis le Sénégal, le sujet se pose presque partout. Dans les familles, dans les discussions entre amis, mais aussi dans les conversations téléphoniques avec ceux qui vivent à l'étranger. Pour comprendre ce qui bloque, nous avons pris notre téléphone.

À plusieurs milliers de kilomètres du Sénégal, quatre compatriotes ont accepté de raconter leur expérience. Deux vivent en France, deux autres en Italie. Les échanges, réalisés par téléphone, montrent une même réalité : l'envie d'investir existe, mais elle se heurte souvent à la peur de perdre l'argent durement gagné.

Mamadou Ba, 32 ans, chauffeur-livreur en région parisienne, travaille en France depuis une quinzaine d'années. Comme beaucoup de Sénégalais de l'extérieur, il envoie régulièrement de l'argent à sa famille. « J'envoie de l'argent tous les mois. Mais entre aider la famille et investir dans une entreprise, ce n'est pas la même chose. Pour investir, il faut être sûr de son coup », explique-t-il au bout du fil.

Son témoignage résume une partie du problème.

Les transferts de la diaspora occupent une place importante dans l'économie sénégalaise. En 2025, ils ont atteint environ 2 200 milliards de FCFA. Une manne financière considérable, mais qui sert encore largement aux dépenses familiales, à la construction de logements, à la santé, aux études ou aux besoins quotidiens.

Dans les conversations téléphoniques réalisées pour ce reportage, un mot revient régulièrement : confiance. Mamadou le répète plusieurs fois.

« Quand tu travailles en France, tu sais combien il est difficile d'économiser. Tu fais des heures, tu paies ton loyer, tes charges. Donc, quand tu veux investir 10 ou 15 millions au Sénégal, tu réfléchis beaucoup. »

Il raconte l'expérience d'un proche qui avait confié la gestion d'un commerce à un membre de la famille.

« Au début, tout allait bien. Ensuite,



il y a eu des problèmes. Il ne savait plus exactement combien l'activité rapportait. Finalement, il a perdu une partie de son argent. Depuis, il est devenu très méfiant. »

Cette gestion à distance constitue l'un des principaux obstacles évoqués.

L'argent envoyé, mais pas toujours investi

Pour un Sénégalais installé en Europe, investir au pays signifie souvent confier son projet à une personne restée sur place. Il faut acheter, vendre, recruter, contrôler les comptes et suivre quotidiennement l'activité, alors que l'investisseur se trouve à des milliers de kilomètres.

Ndeye coumba Diop, 28 ans, restauratrice à Genève, en sait quelque chose. Elle avait envisagé de créer une petite entreprise de transformation alimentaire à Ngaye Meckhé. « J'avais commencé à économiser. J'avais même réfléchi au matériel. Mais après, je me suis demandé : qui va gérer à ma place ? »

Au téléphone, sa voix devient plus hésitante lorsqu'elle évoque cette question.

« Ici, en France, je peux suivre une activité. Je peux demander les documents, regarder les comptes. Au Sénégal, si tu n'es pas sur place, tu dois faire confiance à quelqu'un. Et c'est là que ça devient compliqué. »

Elle a finalement renoncé, du moins pour le moment. À distance, les risques paraissent plus grands. À l'autre bout de l'Europe, en Italie, les mêmes préoccupations apparaissent.

Ibrahima Ba, 38 ans, artisan dans le bâtiment à Milan, est installé dans le pays depuis plus de dix ans. Il a déjà

investi dans l'immobilier au Sénégal. Mais il se montre beaucoup plus prudent lorsqu'il s'agit de créer une entreprise.

« Une maison, tu peux la voir. Tu peux aller sur place. Tu sais ce que tu as acheté. Une entreprise, c'est différent », estime-t-il.

Selon lui, le problème commence souvent par l'information.

« On entend parler de beaucoup de projets et de possibilités. Mais quand tu veux réellement investir, tu ne sais pas toujours à qui t'adresser. »

Il cite également les démarches administratives.

« Quand tu es en Italie, tu ne peux pas prendre l'avion chaque fois qu'il y a un document à signer. Si la procédure est compliquée, tu abandonnes facilement. »

Son témoignage met en évidence une autre réalité : la distance transforme une difficulté administrative ordinaire en véritable obstacle.

Un document manquant, une signature, une autorisation ou un déplacement peuvent devenir compliqués lorsque l'investisseur se trouve à plusieurs milliers de kilomètres.

À Rome, Awa Diop, 36 ans, employée dans la restauration, partage cette prudence.

Elle rêve pourtant d'investir dans l'agriculture.

« J'aimerais avoir une exploitation agricole au Sénégal. Mais avant de mettre mon argent, je veux être certaine que tout est sécurisé. »

Elle pense notamment à la question foncière.

« Si tu achètes un terrain et qu'après quelqu'un vient dire que le terrain lui appartient, tu fais quoi ? Moi, je ne veux pas prendre ce risque avec mes économies. »

Cette crainte revient régulièrement dans les échanges avec les Sénégalais de l'extérieur.

Pour ceux qui vivent loin du pays, la question n'est pas seulement de trouver une bonne idée d'entreprise. Il faut également être certain de la sécurité juridique du projet, de la fiabilité des partenaires et de la bonne utilisation des fonds.

« Nous voulons investir, mais nous voulons être rassurés »

Au fil des conversations, un constat se dessine. Les Sénégalais de l'extérieur ne rejettent pas l'investissement au Sénégal. Ils demandent surtout davantage de garanties.

« Nous voulons investir », insiste Awa Diop. « Mais nous voulons savoir où va notre argent. » Cette nuance est importante.

La diaspora ne manque pas nécessairement de moyens. Elle dispose également de compétences acquises dans les pays d'accueil. Certains travaillent dans le bâtiment, l'informatique, la finance, la restauration, la santé ou encore le commerce.

Le véritable enjeu consiste donc à transformer ces ressources en investissements productifs.

Les autorités sénégalaises cherchent justement à aller dans cette direction. Des mécanismes comme le Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur (FAISE) ont été mis en place pour accompagner les projets de la diaspora. D'autres initiatives visent à mobiliser davantage l'épargne des Sénégalais établis à l'étranger.

Mais sur le terrain, ou plutôt au téléphone dans le cadre de ce reportage, le même message revient : les dispositifs doivent être mieux connus et surtout plus simples d'accès.

« Si on nous explique clairement les procédures, si on nous accompagne et si on peut suivre notre investissement, beaucoup de Sénégalais vont tenter leur chance », estime Fatou Sarr.

Mamadou Ndiaye abonde dans le même sens.

« Nous ne demandons pas que l'État investisse à notre place. Nous voulons simplement savoir que notre argent est en sécurité. »

SOULEYMANE AGNE, L'HOMME QUI FAIT POUSSER DES VOCATIONS

À trente ans à peine, Souleymane Agne a déjà changé le visage de l'agro-business sénégalais. Son histoire commence pourtant loin des champs, dans les amphithéâtres d'une faculté de droit, où rien ne semblait le destiner à la terre.



En 2011, il décide d'interrompre ses études pour suivre une conviction que peu de personnes autour de lui prennent alors au sérieux : l'agriculture peut être un véritable projet de vie, porteur d'avenir et d'indépendance économique. La décision surprend, inquiète même certains proches. Un an plus tard, en 2012, il franchit le pas et se lance corps et

âme dans l'entrepreneuriat agricole, sans filet, porté par la seule force de sa conviction. De ce pari naît Fraisen, une entreprise spécialisée dans la production et la commercialisation de fraises. Mais très vite, le projet dépasse le simple cadre agricole pour devenir un véritable outil d'accompagnement des producteurs de cette filière encore peu développée en Afrique. Souleymane Agne ne veut pas seulement cultiver des fraises : il veut construire une filière entière, avec

ses codes, ses standards et ses débouchés.

Cette ambition prend une nouvelle dimension en avril 2019, lorsqu'il initie le premier réseau panafricain des producteurs de fraises. L'objectif est clair : structurer un secteur encore fragmenté, encourager les circuits courts entre producteurs et marchés locaux, et donner à l'agro-business africain les moyens de se développer durablement, loin de la dépendance aux importations.

Persuadé que la transmission du savoir est la condition de la pérennité d'une filière, il multiplie les journées de formation sur le terrain. Ces rencontres, organisées régulièrement, permettent à une nouvelle génération d'agriculteurs de s'initier aux techniques modernes de production et de gestion. Avec plusieurs associés, il est également à l'origine de Bay Seddo 2.0, une plateforme qui met en relation les agriculteurs en recherche de financement et les opérateurs économiques du secteur agricole. Dans la même dynamique, il développe BayTech Afrique, une application mobile pensée pour fonctionner avec ou sans connexion internet, afin que l'accès à l'information technique ne reste pas un privilège réservé aux zones connectées. Fraisen n'est donc plus, aujourd'hui, une simple marque de fraises. C'est un véritable centre d'entreprise regroupant un incubateur qui forme les jeunes à l'agriculture biologique et un webmédia qui donne de la visibilité aux start-up agricoles émergentes du continent. Un écosystème que Souleymane Agne a bâti patiemment, en s'entourant, dit-il lui-même, de l'équipe la plus solide possible pour porter cette vision toujours plus loin.

C'est cette expertise, forgée sur le terrain depuis plus d'une décennie, que Souleymane Agne vient désormais partager directement avec la diaspora. Le 10 octobre 2026, à 9 heures, à Massy, au 17 voie de Wis-sous, il animera une Masterclass organisée par Diasp'Agro autour d'un thème qui résonne avec son propre parcours : les clés pour passer à l'action et réussir son business dans l'agriculture.

L'enjeu de cette rencontre est limpide. Nombreux sont les membres de la diaspora à porter un projet agricole resté à l'état d'idée, freiné par le manque de méthode ou par la distance avec le terrain. Souleymane

Agne entend leur apporter des outils concrets pour transformer cette envie en business viable. Son propre parcours, celui d'un homme qui a tout quitté pour bâtir, envers et contre le scepticisme ambiant, une entreprise devenue référence de l'agro-business sénégalais, constitue en lui-même la meilleure des démonstrations. La journée se prolongera par un dîner d'affaires organisé à Madame Brasserie, au premier étage de la Tour Eiffel, un cadre propice aux échanges et à la mise en réseau entre participants.

Pour la diaspora africaine, cette Masterclass représente bien plus qu'une conférence supplémentaire. Elle constitue une véritable porte d'entrée vers l'agro-business, l'un des secteurs les plus porteurs pour investir sur le continent avec du sens et de l'impact durable. Autour de Souleymane Agne et de Diasp'oAgro, l'événement rassemble des partenaires de poids, parmi lesquels le CICAD, Fraisen, KOF Expertise Audit Conseil et l'Adepme, preuve que la structuration de l'agro-business africain se joue désormais aussi depuis la diaspora.

Le parcours de Souleymane Agne illustre à lui seul cette conviction. Parti d'un choix jugé risqué par son entourage, il a fini par imposer une vision où l'agriculture devient un espace d'innovation et d'opportunités. C'est cette même conviction qu'il invite aujourd'hui la diaspora à partager, le temps d'une matinée décisive à Massy.

Au-delà de la fraise, qui a fait sa renommée, Souleymane Agne s'est également positionné sur des cultures rares et à forte valeur ajoutée, encore peu répandues au Sénégal, telles que la framboise, le petit cola, le figuier, le poivre ou la vanille.

Cette diversification n'a rien d'anecdotique : elle traduit une ambition plus large, celle de faire émerger une agriculture sénégalaise capable de couvrir de nouveaux besoins et de nouveaux marchés, tout en réduisant la dépendance aux produits importés. Derrière cette démarche se dessine un objectif de souveraineté alimentaire, que Souleymane Agne entend atteindre en formant des jeunes aux métiers de l'agriculture et en mobilisant les Sénégalais de la diaspora autour de ce projet commun. Dans cette perspective, il travaille aussi à identifier des terres à mettre à la disposition des Sénégalais de la diaspora désireux d'investir dans le foncier agricole, afin de leur permettre de concrétiser un projet d'exploitation au pays.

De l'envoi d'argent à l'investissement productif

Depuis le Sénégal, le paradoxe est frappant. Chaque année, des milliards arrivent des quatre coins du monde. Cet argent fait vivre des familles, construit des maisons, finance des études et contribue au fonctionnement de nombreuses économies locales.

Mais une partie beaucoup plus importante pourrait, demain, servir à créer des entreprises, des emplois et de nouvelles activités.

La question est donc moins celle de la volonté que celle des conditions.

Au téléphone, les quatre interlocuteurs tiennent finalement un discours assez proche.

« Si les conditions sont réunies, j'investirai », affirme Mamadou.

Fatou, elle, veut simplement pouvoir contrôler son projet.

Ibrahima demande des procédures plus simples.

Awa réclame davantage de sécurité.

Quatre voix, deux pays européens, mais une même préoccupation.

La diaspora continue de regarder vers le Sénégal. Elle continue d'envoyer de l'argent. Elle continue aussi de construire des projets, parfois dans sa tête, parfois sur le papier.

Ce qui manque encore, c'est le passage entre l'intention et l'action. Et ce passage dépend largement de la confiance.

Les Sénégalais à l'extérieur ne tournent pas le dos à leur pays. Ils hésitent simplement à y risquer l'argent qu'ils ont mis des années à gagner.

La question, désormais, est de savoir comment transformer cette prudence en confiance et cette confiance en investissement car derrière les milliards envoyés chaque année, il y a aussi une autre richesse comme des compétences, des expériences professionnelles et une épargne qui pourrait davantage participer au développement du Sénégal.

El Hadji Ibrahima FAYE

Malick sakho

DIASPAGRO ET CICAD INVEST, QUAND LA DIASPORA TRANSFORME L'ATTACHEMENT AU SÉNÉGAL EN FORCE D'INVESTISSEMENT

Pendant longtemps, l'investissement de la diaspora sénégalaise au pays a souvent été associé aux transferts d'argent destinés à soutenir les familles, à construire une maison ou à financer un projet pour individuel. Une nouvelle dynamique est pourtant en train de s'installer. De plus en plus de Sénégalais établis à l'étranger veulent désormais aller au-delà de l'aide familiale pour devenir de véritables acteurs économiques de leur pays d'origine. L'agriculture et l'agro-industrie apparaissent, dans cette évolution, comme l'un des terrains les plus prometteurs. C'est précisément dans cet espace que s'inscrit DiaspAgro, une initiative qui entend transformer l'épargne, les compétences et les réseaux de la diaspora en investissements productifs au Sénégal.

Créée en 2026 par des Sénégalais de la diaspora, DiaspAgro porte une ambition claire : contribuer au développement agricole du Sénégal et participer à la marche vers l'autosuffisance alimentaire. L'entreprise a été constituée autour d'un capital de 50 millions de francs CFA, réuni par 26 membres fondateurs, avec Souleymane Agne comme président et membre fondateur. Derrière ces chiffres, il y a surtout une démarche qui mérite attention. Celle d'hommes et de femmes qui ont choisi de mettre en commun leurs moyens plutôt que de disperser leurs investissements dans des initiatives individuelles.

L'histoire de DiaspAgro est d'ailleurs révélatrice d'une nouvelle manière de penser l'engagement économique de la diaspora. L'entreprise est née dans le prolongement d'une première masterclass consacrée à l'agriculture et organisée à Paris en octobre 2025 par Souleymane Agne. À l'issue de cette rencontre, plusieurs participants ont fait le choix de passer de la réflexion à l'action en réunissant leurs forces et leurs ressources pour créer une entreprise agricole au Sénégal. Une masterclass qui débouche sur la création d'une société, c'est peut-être là l'un des enseignements les plus intéressants de cette expérience. L'événement économique cesse d'être une simple rencontre de networking pour devenir le point de départ d'un projet concret.

Cette trajectoire donne à DiaspAgro

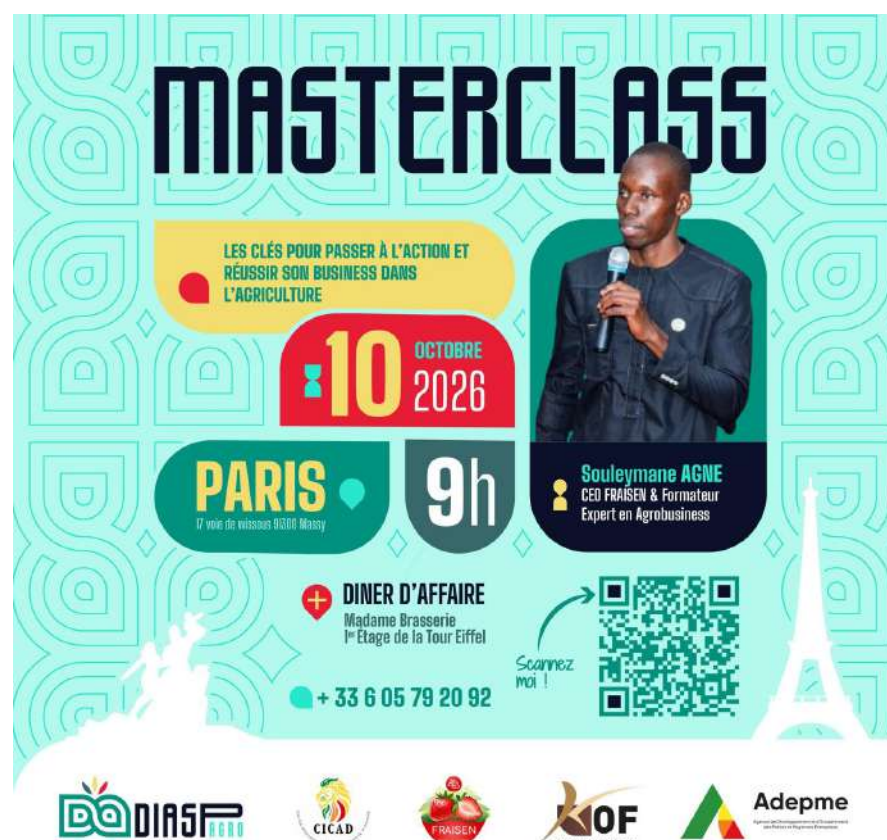
une portée qui dépasse largement la seule activité agricole. Elle pose une question essentielle : comment faire de la diaspora une véritable force d'investissement productif ? La réponse passe nécessairement par la structuration. Envoyer de l'argent au Sénégal est une chose. Investir collectivement dans une activité agricole, assurer sa gouvernance, suivre sa production, organiser sa commercialisation et créer de la valeur sur place en est une autre. Cette deuxième approche demande davantage de méthode, de transparence et de professionnalisme. Elle offre aussi la possibilité de produire un impact économique beaucoup plus durable.

Passage d'une agriculture de production à une véritable industrie agroalimentaire

L'agriculture constitue à cet égard un secteur stratégique. Le Sénégal dispose de terres, de ressources humaines, d'un marché intérieur en croissance et d'un potentiel important dans la transformation des productions locales. Pourtant, l'un des grands défis demeure celui du passage d'une agriculture de production à une véritable industrie agroalimentaire capable de transformer localement, de créer des emplois et de mieux répondre aux besoins du marché. C'est précisément à ce niveau que l'investissement de la diaspora peut prendre tout son sens.

La diaspora ne dispose pas seulement de capitaux. Elle possède aussi des compétences, des expériences professionnelles, des réseaux internationaux et une connaissance de marchés différents. Dans l'agro-industrie, ces ressources peuvent être déterminantes. Il ne s'agit plus simplement de financer une exploitation, mais de penser une chaîne de valeur complète, depuis la production jusqu'à la transformation, au conditionnement, à la distribution et, pourquoi pas, à l'exportation. L'enjeu est donc de faire passer l'investissement diasporique d'une logique patrimoniale à une logique entrepreneuriale.

C'est dans cette perspective que l'action de CICAD Invest prend une dimension particulière. Fondé par Bamba Diop, le Club des Investisseurs et Cadres Sénégalais de la Diaspora entend créer un environne-



ment permettant aux Sénégalais de l'extérieur de mieux comprendre, sécuriser et structurer leurs projets d'investissement au Sénégal. La charte du club met notamment en avant l'intégrité, l'esprit entrepreneurial et la solidarité, avec l'ambition de construire un réseau capable de rapprocher les compétences et les capitaux de la diaspora des opportunités économiques du pays.

Cette volonté répond à une réalité bien connue des investisseurs établis à l'étranger. L'envie d'investir existe, mais elle se heurte souvent à des interrogations très concrètes : à qui faire confiance ? Comment identifier un projet sérieux ? Comment suivre une activité lorsque l'on vit à plusieurs milliers de kilomètres ? Comment sécuriser son investissement ? Comment comprendre les procédures administratives et foncières ? Comment disposer d'informations fiables sur un secteur que l'on connaît parfois moins bien qu'on ne le pense ?

C'est justement sur cette question de la confiance que se joue une grande partie de l'avenir de l'investissement de la diaspora. Les initiatives qui réussissent seront celles qui sauront apporter de la transparence, de l'accompagnement et surtout des mécanismes permettant aux investisseurs de ne pas se sentir seuls une fois leur argent engagé. CICAD met ainsi en avant l'accès à des opportunités

structurées, à des experts et à des échanges permettant aux membres de mieux préparer leurs décisions d'investissement.

Une logique de réseau, de structuration et d'accompagnement des investisseurs et cadres de la diaspora

La coorganisation du Masterclass entre CICAD Invest et DiaspAgro apparaît dès lors comme une évolution naturelle. Les deux initiatives partagent, chacune à sa manière, une même préoccupation : faire en sorte que la volonté d'investir de la diaspora se transforme en projets réels et durables au Sénégal. DiaspAgro apporte une expérience concrète, née d'une première rencontre et matérialisée par la constitution d'une entreprise agricole. CICAD Invest apporte de son côté une logique de réseau, de structuration et d'accompagnement des investisseurs et cadres de la diaspora.

Le Masterclass peut ainsi devenir bien plus qu'un rendez-vous consacré à l'agriculture. Il peut constituer un espace où l'on apprend à investir autrement. Un espace où les participants ne viennent pas seulement écouter des experts, mais repartent avec une meilleure compréhension des mécanismes d'investissement, des réalités du terrain, des risques à anticiper et des opportunités à saisir.

La suite en page 17

Suite de la page 16

Surtout, il peut créer les conditions pour que d'autres DiaspAgro voient le jour. Car le véritable succès d'une telle initiative ne se mesurera pas uniquement au nombre de participants dans une salle. Il se mesurera aux projets qui naîtront après la rencontre, aux entreprises qui seront créées, aux emplois générés dans les territoires, aux productions agricoles transformées localement et aux capitaux de la diaspora qui trouveront enfin des chemins structurés vers l'économie réelle. Pour le Sénégal, l'enjeu est considérable. La diaspora représente un réservoir de compétences et de ressources financières qui peut contribuer davantage à la transformation économique du pays. Encore faut-il lui offrir des cadres suffisamment solides pour passer de l'intention à l'investissement. Dans cette perspective, l'approche collective portée par DiaspAgro est particulièrement intéressante. Vingt-six personnes qui mettent ensemble leurs moyens pour créer une entreprise constituent déjà une démonstration : lorsqu'elle est organisée, la diaspora peut dépasser la logique des initiatives individuelles et devenir une force économique collective. Cette dynamique rejoint d'ailleurs une préoccupation plus large autour du renforcement du secteur privé sénégalais et de la mobilisation de l'investissement national. Les organisations d'investisseurs mettent de plus en plus l'accent sur la mutualisation des moyens, les projets structurants et la création de valeur. Dans cette équation, la diaspora ne devrait pas être considérée uniquement comme une source de financement extérieure, mais comme une composante à part entière du tissu entrepreneurial sénégalais. Le pari du Masterclass est donc particulièrement pertinent. Il s'agit de rapprocher ceux qui veulent investir de ceux qui savent comment investir, de mettre en relation les

porteurs de projets et les investisseurs, mais aussi de créer une culture commune autour de l'investissement productif. Et si l'agriculture constitue le point d'entrée, la réflexion peut naturellement s'étendre à l'agroalimentaire, à la transformation industrielle, à la logistique, aux technologies agricoles et à toutes les activités susceptibles de renforcer les chaînes de valeur locales.

Une conviction simple mais puissante
À terme, l'ambition pourrait être encore plus grande : faire émerger une génération d'investisseurs de la diaspora qui ne se contente plus de regarder le Sénégal comme un pays où l'on envoie de l'argent, mais comme un espace où l'on construit, où l'on produit, où l'on entreprend et où l'on crée des emplois. DiaspAgro en donne déjà un aperçu concret. CICAD Invest contribue à créer le cadre nécessaire pour accompagner cette volonté. Et le Masterclass peut servir de trait d'union entre les deux. Son véritable enjeu sera finalement de faire naître une conviction simple mais puissante : la diaspora sénégalaise ne doit pas seulement être une communauté attachée à son pays d'origine. Elle peut aussi devenir l'un de ses grands moteurs économiques. Dans un Sénégal qui cherche à renforcer sa souveraineté alimentaire, à développer son secteur privé et à créer davantage d'emplois, cette mobilisation prend une résonance particulière. L'investissement de la diaspora ne peut certes pas tout résoudre. Mais lorsqu'il est collectif, structuré, accompagné et orienté vers la production, il peut changer d'échelle. C'est peut-être là que réside la véritable promesse de DiaspAgro, de CICAD Invest et de ce Masterclass : transformer l'attachement au pays en capacité d'action, et faire de la diaspora non plus seulement un soutien du Sénégal, mais l'un des acteurs de son avenir économique.

Malick Sakho



Boubacar Sèye fait appel pour le rapatriement d'Idrissa Sow

À la suite du décès d'Idrissa Sow, ressortissant sénégalais décédé ce lundi à Úbeda, dans la province de Jaén, Boubacar Sèye, président de Horizon Sans Frontières (HSF), lance un appel solennel au Président de la République, Bassirou Diomaye Faye, pour venir en aide à la famille et permettre le rapatriement de la dépouille au Sénégal. Né en 1976, marié et père de quatre enfants vivant à Dakar Bango, dans la région de Saint-Louis, Idrissa Sow résidait en Espagne depuis trois ans et demi. Sa disparition laisse une famille endeuillée, confrontée aujourd'hui à la lourde responsabilité d'organiser le retour de son corps au Sénégal. Boubacar Sèye appelle le Chef de l'État à faire jouer la solidarité nationale et à apporter une assistance urgente à cette famille, afin qu'Idrissa Sow puisse être inhumé auprès des siens, dans la dignité. Horizon Sans Frontières lance également un appel à la solidarité de la diaspora sénégalaise en Espagne, notamment aux associations, dahiras, organisations communautaires et à toutes les bonnes volontés, afin de soutenir la famille dans cette épreuve et de contribuer aux démarches de rapatriement.

Appel à la mobilisation pour trois ressortissants sénégalais

Un appel à la solidarité et à la mobilisation est lancé en Belgique en faveur de trois ressortissants sénégalais actuellement retenus dans un centre fermé, dans l'attente des décisions administratives concernant leur situation. La situation de ces trois compatriotes suscite une vive préoccupation au sein d'une partie de la communauté sénégalaise de Belgique. L'un d'entre eux a notamment reçu une visite ce jeudi, permettant de prendre directement connaissance de ses conditions de rétention, de sa situation administrative et de ses préoccupations. Cette visite a surtout permis de lui apporter un soutien moral et humain dans une période particulièrement difficile, marquée par l'incertitude quant à son avenir.

Les électeurs appelés à se prononcer à travers un référendum

Ce référendum intervient moins d'un an après le coup d'État militaire qui a renversé le président Umaro Sissoco Embaló. Pour une partie des électeurs, cette consultation doit permettre de répondre aux difficultés institutionnelles qui fragilisent régulièrement le pays. « Ce qui m'a motivé à venir voter, c'est de contribuer à apporter des changements à notre Constitution, notamment pour régler les problèmes qui, selon nous, en tant que peuple, sont toujours à l'origine des difficultés dans le pays. C'est ce que nous voulons changer une fois pour toutes », explique N'djamba Seide, rencontré dans un bureau de vote. Pour Cessar Iabna, un autre électeur, l'essentiel est que le scrutin permette de faire avancer le pays : « Je suis venu voter parce que nous voulons ce qu'il y a de mieux pour notre pays. Quel que soit notre choix, il doit être fait pour le bien de tous les citoyens, et nous devons laisser de côté ce qui est mauvais. » Les autorités au pouvoir assurent que la réforme vise à stabiliser les institutions avant les prochaines élections présidentielle et législatives, prévues le 6 décembre. Mais le projet est contesté par l'opposition, qui appelle au boycott du référendum et dénonce notamment des restrictions des libertés publiques. Le scrutin se déroule dans un contexte politique particulièrement tendu. Depuis le renversement du président Umaro Sissoco Embaló, les autorités de transition cherchent à réorganiser le fonctionnement des institutions et à rétablir un cadre politique plus stable. La réforme constitutionnelle apparaît ainsi comme l'un des principaux enjeux de cette période de transition, même si elle suscite de fortes réserves au sein de l'opposition et de la société civile.

CANADA : DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS DEVENUS INDISPENSABLES AU FIL DES SAISONS

Chaque année, ils quittent leur famille au Mexique ou au Guatemala pour venir prêter main-forte aux Fraises de l'Île d'Orléans. Certains y reviennent depuis dix, voire vingt ans. Au fil des saisons, ces travailleurs étrangers sont devenus indispensables au bon fonctionnement de l'exploitation et contribuent à créer des liens durables avec la famille qui les accueille.



Saint-Laurent, les longues rangées de plants des Fraises de

l'Île d'Orléans témoignent de l'ampleur de l'exploitation. À notre arrivée, André Gonzalez nous accueille avant de nous accompagner sur le site à la rencontre de deux travailleurs étrangers.

Agronome, professeur retraité de l'Université Laval et cofondateur des Fraises de l'Île d'Orléans, André Gonzalez a lui-même grandi sur une ferme maraîchère de Saint-Laurent. Aujourd'hui, l'entreprise compte environ 60 travailleurs migrants pour la saison. Sa fille Jeanne, qui participe également à leur accueil, à la logistique et aux communications, affirme que leur contribution est devenue essentielle.

« Ce sont vraiment des employés-là parce que nous, eux, ça ne serait pas possible. »

UNE VIE RYTHMÉE PAR LES SAISONS

Roberto Hernandez, 40 ans et père de deux garçons, vient du Mexique. Depuis 2015, il revient chaque année à l'Île d'Orléans pour travailler plusieurs mois avant de repartir auprès des siens.

Son arrivée varie selon les besoins de la production. Certaines années, il commence au mois d'avril. Cette saison, il est arrivé en juin et prévoit retourner au Mexique vers octobre ou novembre.



Roberto Hernandez et Mynor Rodas, deux travailleurs étrangers qui prêtent main-forte aux Fraises de l'Île d'Orléans durant la saison agricole.
Crédit photo : Marc Cochrane / Marc Cochrane

Son travail touche principalement à l'irrigation, aux installations et aux réparations, même s'il peut prêter main-forte à ses collègues dans d'autres tâches. Le rythme varie avec les saisons.

« Parfois, c'est très fatigant, d'autres jours, c'est plus relax. Ça dépend de la saison », explique-t-il.

Ses journées peuvent commencer vers 6 h et se terminer autour de 19 h ou 20 h. Le soir, il retrouve le groupe de travailleurs, entre eux, et peut prendre quelques coups de téléphone avec sa famille.

À cette routine s'ajoute le sentiment de ne pas être complètement séparé de ses proches. Roberto garde le contact avec ses proches grâce au téléphone et aux appels vidéo sur WhatsApp.

Pendant ses congés, il aime courir sur les routes de l'île, cueillir des fruits et parler avec les autres travailleurs.

Après plus de dix ans de séjours au Québec, il apprécie la tranquillité de « cet endroit très confortable ». Il s'est adapté à son quotidien, même si les moments loin de sa famille demeurent difficiles.

Mynor Rodas connaît cette réalité depuis plus longtemps. Originaire du Guatemala, il travaille sur l'exploitation depuis près de vingt ans. Il connaît suffisamment le fonction-

nement agricole et horticole pour apporter son aide dans plusieurs tâches.

Pour les travailleurs du Québec, ces expériences permettent aussi d'améliorer leurs conditions de vie dans leur pays d'origine. Certains travailleurs envoient une partie de leurs revenus à leur famille.

Cette présence témoigne de la dépendance de certaines exploitations agricoles à une main-d'œuvre venue de l'étranger. Les travailleurs reviennent d'une saison à l'autre et peuvent parfois recommander des proches pour intégrer l'entreprise. Les employeurs sont également appelés à accompagner ces travailleurs dans leur intégration, notamment pour les démarches administratives et la vie quotidienne.

APPRENDRE À COMMUNIQUER EN FRANÇAIS

Pendant l'entretien, Roberto et Mynor répondent à plusieurs de nos questions en français. Ils cherchent parfois leurs mots et Jeanne intervient à l'occasion pour les aider. La compréhension, même lorsqu'elle n'est pas parfaite, permet aux travailleurs de mieux communiquer dans leur travail et leur quotidien. Leur expérience fait écho aux constats d'une étude publiée en 2026 par l'Équipe de recherche en partenariat sur la diversité culturelle

et l'immigration dans la région de Québec (ÉRDIC), consacrée aux ateliers « Diversité en français » du Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles de Québec (RATTMAQ). Elle documente l'apprentissage du français et la socialisation des travailleurs agricoles migrants hispanophones de l'Île d'Orléans.

La recherche montre que les longues journées de travail, les difficultés de déplacement et le peu d'occasions de pratiquer la langue compliquent cet apprentissage. Malgré ces obstacles, l'intérêt est manifeste : plus de 90 % des participants sondés en 2021 et 2024 souhaitaient continuer à prendre part aux ateliers.

Ceux-ci contribuent également à améliorer l'intégration et à créer des liens avec la population locale.

Pour Roberto et Mynor, la vie au Québec reste temporaire. Chaque année vient le moment de mener leurs proches, avant qu'une nouvelle saison ne les ramène sur l'île.

L'un effectue ce voyage depuis 2015, l'autre depuis près de vingt ans. Au-delà des contrats saisonniers, leur parcours rappelle surtout la place qu'occupent désormais les travailleurs étrangers dans le fonctionnement de nombreuses exploitations agricoles de l'Île d'Orléans.

Khady Samb



DALIFORT-FOIRAIL ET CENTER POINT RENFORCENT LEUR COOPÉRATION ET ENVISAGENT UN FUTUR JUMELAGE

Le maire de Dalifort-Foirail, Mamadou Mbengue, a été reçu le 25 août 2026 en Alabama, aux États-Unis, par le maire de Center Point, Bobby L. Scott Jr. Cette rencontre marque une nouvelle étape dans le rapprochement entre les deux collectivités, qui souhaitent développer un partenariat durable et poser les bases d'un futur jumelage.



a commune de Dalifort-Foirail, au Sénégal, et la ville de Center Point,

dans l'État de l'Alabama, veulent donner une nouvelle dimension à leurs relations de coopération.

Dans ce cadre, Mamadou Mbengue, maire de Dalifort-Foirail, a effectué une visite à Center Point où il a été officiellement reçu, le 25 août 2026, par son homologue Bobby L. Scott Jr., maire de Center Point.

Cette rencontre a permis aux deux responsables municipaux d'échanger sur les perspectives d'un jumelage entre les deux collectivités, avec l'ambition de mettre en place des projets concrets et mutuellement bénéfiques.

Plusieurs secteurs de coopération identifiés

Les discussions ont notamment porté sur des domaines considérés comme prioritaires pour le développement local : l'éducation, la jeunesse, la formation professionnelle, les infrastructures, les nouvelles technologies, la culture, l'investissement et le développement économique.

À travers cette coopération, les deux municipalités souhaitent favoriser le partage d'expériences, la mobilité des jeunes et des acteurs locaux, mais aussi encourager les échanges entre établissements scolaires, associations, entrepreneurs et institutions.

Les questions liées à l'attractivité économique des territoires et à la recherche d'opportunités d'investissement ont également occupé une place importante dans les échanges.

Center Point réaffirme sa volonté de partenariat

À travers une déclaration officielle, les autorités de Center Point ont exprimé leur intérêt pour la construction d'un partenariat durable avec Dalifort-Foirail.

Cette volonté commune devrait permettre d'engager les prochaines démarches administratives et



institutionnelles pouvant conduire à la formalisation d'un jumelage entre les deux villes.

Pour Dalifort-Foirail, cette ouverture internationale constitue également une opportunité de développer de nouveaux partenariats en faveur de la population, particulièrement dans les secteurs de la jeunesse, de l'éducation et du développement économique local.

Une nouvelle passerelle entre le Sénégal et les États-Unis

Au-delà du rapprochement entre deux collectivités territoriales, cette initiative ouvre une nouvelle perspective de coopération décentralisée

entre le Sénégal et les États-Unis d'Amérique, particulièrement avec l'État de l'Alabama.

Le futur partenariat entre Dalifort-Foirail et Center Point pourrait ainsi devenir un cadre permettant de développer des projets économiques, éducatifs, sociaux et culturels, tout en favorisant une meilleure connaissance mutuelle entre les populations. Cette rencontre du 25 août 2026 constitue donc une première étape vers une relation appelée à se renforcer, avec comme objectif la mise en place d'un jumelage structuré et durable entre Dalifort-Foirail et Center Point.

wabitimrew.com

La coopération sécuritaire au cœur d'une rencontre entre la Police nationale et l'Ambassade de Turquie

La coopération entre le Sénégal et la République de Turquie dans le domaine de la sécurité continue de se renforcer. Le Contrôleur général de Police Abdoul Wahab SALL, Directeur général adjoint de la Police nationale, a reçu en audience, le vendredi 21 août 2026, une délégation turque conduite par Mme Dilşad KIRBAŞLI KARAOĞLU, Ambassadrice de la République de Turquie au Sénégal.

Cette rencontre, qui s'est déroulée dans une atmosphère cordiale, a permis aux deux parties de faire le point sur plusieurs dossiers d'intérêt commun, avec un accent particulier sur la situation administrative des ressortissants turcs au Sénégal et sur le renforcement de la coopération bilatérale en matière de sécurité.

La situation des ressortissants turcs examinée

Une partie importante des échanges

a porté sur les démarches administratives concernant les ressortissants turcs établis ou séjournant au Sénégal.

À cette occasion, la Directrice de la Police des Étrangers et des Titres de Voyage a présenté un état des lieux des difficultés rencontrées, notamment en matière de délivrance des cartes de séjour.

Face à ces contraintes, plusieurs mesures correctives ont été mises en place afin de faciliter les procédures. Il s'agit notamment de la délivrance de récépissés provisoires, de la désignation d'un point focal dédié au suivi des dossiers ainsi que de la possibilité d'accorder certaines dérogations pour les situations urgentes.

Ces dispositions visent à améliorer la prise en charge administrative des ressortissants concernés tout en renforçant la fluidité des échanges entre les autorités sénégalaises et la repré-

sentation diplomatique turque.

Dakar 2026 au centre de la coopération sécuritaire

Le second grand volet de la rencontre a concerné la coopération entre le Sénégal et la Turquie en matière de sécurité.

Les discussions ont notamment porté sur la préparation des Jeux Olympiques de la Jeunesse Dakar 2026, un événement international majeur qui nécessitera un dispositif sécuritaire important et une mobilisation renforcée des forces de sécurité.

Dans ce contexte, les deux parties ont évoqué les possibilités de renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la convention de coopération conclue en 2022.

La Turquie et le Sénégal entendent ainsi poursuivre leurs échanges d'expertise et renforcer leur collaboration dans les domaines liés à la sé-

curité, à la formation et à l'accompagnement des services compétents.

Des relations jugées solides

À l'issue de l'audience, le Contrôleur général de Police Abdoul Wahab SALL s'est félicité de la qualité des échanges avec la délégation turque.

Il a souligné que cette rencontre témoigne de la solidité des relations de coopération entre la Police nationale sénégalaise et la République de Turquie, ainsi que de la volonté commune des deux pays de consolider davantage leur partenariat.

Cette audience s'inscrit dans une dynamique plus large de renforcement des relations bilatérales entre Dakar et Ankara, notamment dans les domaines diplomatique, économique, sécuritaire et institutionnel.

wabitimrew.com

The Voice Afrique francophone 2026 : Saara Houansou, la nouvelle voix du Bénin



La quatrième saison de The Voice s'est achevée à Abidjan le vendredi 14

août avec le sacre de la Béninoise Saara Houansou. Accompagnée par la coach ivoirienne Josey, la finaliste a été portée au nue par le public avec 60% des votes laissant les autres places du podium au Malgache Val, au Congolais Original Ekwa et à Dreamer, magnifique chanteuse du Burundi. Il s'agit d'une victoire historique pour le Bénin qui décroche son premier trophée dans l'histoire de la compétition.

Commencée le 12 juin, cette saison diffusée sur Canal + aura une nouvelle fois offert une belle vitrine internationale aux talents musicaux du continent. Des artistes de 16 pays ont participé à l'aventure, passant des auditions à l'aveugle aux Battles, puis aux KO, avant d'atteindre la demi-finale, où ils n'étaient plus que huit à espérer décrocher le graal. Au fil des semaines, la sélection est devenue de plus en plus exigeante. Chaque prestation pouvait être décisive. Les candidats ont dû démontrer bien plus que leurs qualités vocales : personnalité, présence scénique, capacité à émouvoir et à créer un véritable lien avec le public.

Très émue aux côtés de Josey, à qui elle doit cette nouvelle notoriété, l'heureuse gagnante a tenu à remercier son pays et le public pour son soutien. Saara Houansou a également adressé un message aux jeunes artistes : ne pas avoir peur, oser et tenter sa chance.

Au-delà du trophée, cette reconnaissance marque une nouvelle étape dans la carrière de la chanteuse béninoise. Elle bénéficiera notamment de l'enregistrement d'un EP avec Universal Music Group, ainsi que d'un single accompagné de son clip.

Une vitrine pour les talents et les répertoires africains

The Voice Afrique ne se résume pas à la qualification d'un ou d'une gagnante. Le programme porte une véritable ambition pour le patrimoine culturel et les langues africaines à



Crédit photos : The Voice Afrique

travers la portée universelle de la musique.

La diversité des candidats illustre la richesse du paysage musical africain et sa créativité. Les prestations permettent de découvrir des influences venues de plusieurs pays et de différents univers, du gospel à la soul, de l'afropop aux musiques traditionnelles, à égalité avec les grands standards internationaux revisités.

L'exposition médiatique que permet la télévision représente en soi une opportunité encore trop rare pour beaucoup d'artistes. Même sans parvenir en finale, participer à The Voice, signifie changer de dimension et d'échelle, avec une communauté de fans enthousiastes, une visibilité accrue sur les réseaux sociaux et dans les médias.

Chaque performance individuelle sur le plateau de The Voice nourrit l'espoir fondé de nouvelles possibilités professionnelles, autant qu'elle salue la beauté d'un geste artistique et encourage le dépassement de soi. L'engouement suscité contribue aussi à exprimer le souhait collectif d'une autre reconnaissance de la part des institutions gouvernementales dont la mission est de rappeler combien la notoriété d'un ou d'une seule artiste peut contribuer à l'image attractive de tout un pays.

Françoise Ramel & Falilou Thiane



Padoue : Mam Sane rend hommage à son oncle « Dô Sagna »

La communauté sénégalaise de Padoue, en Italie, garde un souvenir ému de Moustapha Sagna, dit « Dô Sagna », connu pour sa belle voix et son talent de chanteur.

Sur la célèbre Piazza dei Signori, Mam Sane a rendu un hommage poignant à son oncle disparu, évoquant un homme apprécié de ses proches et de nombreuses personnes de son entourage. Artiste passionné, Dô Sagna avait marqué les esprits par sa voix puissante et mélodieuse ainsi que par sa personnalité.

Cet hommage, partagé avec la famille, les amis et les connaissances, a été l'occasion de rappeler son parcours et les nombreux souvenirs laissés derrière lui. La presse régionale s'est également fait l'écho de cette disparition.

À travers ce geste, Mam Sane souhaite faire vivre la mémoire de son oncle et rappeler que les artistes demeurent présents à travers leurs œuvres, leurs voix et les émotions qu'ils ont transmises.

Dô Sagna s'en est allé, mais son souvenir continuera de résonner dans le cœur de ceux qui l'ont connu. Repose en paix.



Le Cosec évalue les difficultés à Kédougou et Mousala

Le Conseil sénégalais des chargeurs (Cosec) a lancé une mission d'évaluation du corridor Dakar-Bamako afin d'identifier les principales contraintes qui ralentissent

l'acheminement des marchandises vers le Mali.

Conduite notamment par Daouda Singuy Sarr, directeur de la promotion et de l'assistance aux chargeurs du Cosec, la délégation s'est rendue à Kédougou avant de poursuivre sa mission à Mousala, l'un des points critiques du corridor. Une importante file de camions immobilisés sur plusieurs kilomètres y a notamment été constatée.

La mission vise à dresser un état des lieux des difficultés rencontrées par les transporteurs, chargeurs et transitaires, mais également à évaluer les mesures déjà prises par les autorités. À Kédougou, la délégation a échangé avec le gouverneur de la région avant de se rendre sur le terrain.

« Nous partons sur le terrain pour vérifier la situation, faire un état des lieux et essayer ensuite de trouver des solutions », a expliqué Daouda Singuy Sarr.



Succès Masra appelle à la réconciliation après sa libération

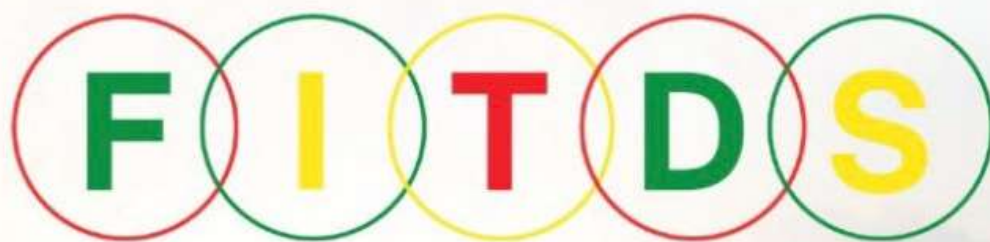
Le président tchadien Mahamat Idriss Déby a accordé vendredi une grâce présidentielle à l'ancien Premier ministre et figure de l'opposition Succès Masra, ainsi qu'à huit autres responsables politiques. Condamné à 20 ans de prison en 2025, Masra retrouve ainsi la liberté après plusieurs mois de détention.

Cette décision intervient dans un contexte politique marqué par de fortes tensions entre le pouvoir et l'opposition. Les huit autres responsables graciés étaient membres du Groupe de concertation des acteurs politiques (GCAP), principale coalition d'opposition, dissoute en avril dernier.

Après cette libération, le camp de Succès Masra a salué un geste en faveur de l'unité nationale. Ses proches souhaitent désormais l'ouverture d'un dialogue afin de favoriser la paix et la réconciliation.

Ancien Premier ministre et candidat à la présidentielle de 2024, Succès Masra avait obtenu près de 20 % des voix et contesté les résultats donnant la victoire à Mahamat Idriss Déby. Sa libération pourrait ainsi constituer une nouvelle étape dans le processus de rapprochement entre le pouvoir et l'opposition tchadienne.

FORUM INTERNATIONAL



DES TERRITOIRES DURABLES ET
SOLIDAIRES DU SÉNÉGAL



24 & 25
OCTOBRE 2026



BUSINESS FRANCE

77 Boulevard Saint-Jacques
75014 Paris – France

**LA RENCONTRE DES COLLECTIVITÉS, INVESTISSEURS, PARTENAIRES ET DIASPORA
POUR UN DÉVELOPPEMENT LOCAL DURABLE ET SOLIDAIRE**



**DES
PROJETS
CONCRETS**



**DES
PARTENARIATS
FORTS**



**UN
IMPACT
DURABLE**



+33 7 58 63 47 16 / +33 6 23 59 72 76



contact@cabinet-ibc.com



www.cabinet-ibc.com



THIERNO AMADOU BA, LA DIASPORA COMME TERRE DE MISSION



Une tournée de deux mois et demi à travers l'Europe, un chapelet de villes traversées entre gares et aéroports, des salles de mairie et des mosquées, des cathédrales et des dâhiras. Depuis le 27 août, Thierno Amadou Ba sillonne le continent, portant un message qui tranche avec les récits d'exil habituellement associés à la diaspora sénégalaise : celui d'une communauté capable, elle aussi, de faire diplomatie. Khalife général de Bambilor, président de l'ONG FWN, ambassadeur de la paix, Thierno Amadou Ba n'est pas un inconnu pour les Sénégalais d'Europe. Mais cette « Tournée européenne 2026 », placée sous le haut patronage du président Bassirou Diomaye Diakhary Faye, change d'échelle. Dix pays, plus d'une vingtaine de villes, du 27 août au 12 novembre : l'itinéraire dessine une cartographie précise de la présence sénégalaise sur le sol européen, de Ravenne à Bruxelles, de Stockholm à Manresa. L'intitulé du projet ne laisse guère de doute sur son ambition : « Diplomatie religieuse au service de la

diaspora ». Le sous-titre précise l'enjeu : « la consolidation de la paix et du vivre-ensemble, un défi pour toutes les communautés ». On est loin de la simple tournée de gamous et de conférences religieuses. À chaque étape, le programme suit la même architecture, avec une régularité presque liturgique : arrivée, rencontre avec les autorités municipales, hadara du vendredi, conférence, journée de ziarra auprès des associations et des dâhiras locales.

Une tournée pensée comme une diplomatie

Cette structure répétée d'un pays à l'autre n'a rien d'anodin. Elle traduit une méthode : celle d'un guide religieux qui refuse de dissocier la vie spirituelle de la diaspora de son insertion civique. Rencontrer le maire de Verdellino, l'administration de Vicenza ou les autorités d'Évreux, ce n'est pas s'éloigner du religieux, c'est au contraire l'ancrer dans le réel, dans la vie quotidienne de fidèles qui sont aussi des citoyens, des contribuables, des voisins. Le dialogue islamo-chrétien, fil conducteur discret. Ce qui distingue véritablement cette

tournée d'un simple tour des dâhiras européennes, c'est la place accordée au dialogue interreligieux. La photographie qui ouvre le livret de route en dit long : Thierno Amadou Ba souriant aux côtés du Pape et d'un imam, dans ce qui ressemble à une audience romaine. Plus loin, une autre image le montre échangeant une poignée de main chaleureuse avec un rabbin, châte de prière sur les épaules, devant les portes d'une synagogue.

En Autriche, cette dimension prend une tournure institutionnelle. Le programme prévoit une rencontre avec le Cardinal au König Haus, puis avec l'IGGÖ, l'association qui fédère les musulmans du pays, avant une visite au Centre autrichien de la paix de Stadtschlaining et une conférence, sous réserve de confirmation, au ministère des Affaires étrangères sur les droits humains. Difficile de trouver meilleure illustration de ce que le Khalife entend par « diplomatie religieuse » : non pas un prosélytisme replié sur soi, mais une parole musulmane qui va chercher l'Église, la synagogue et l'État, et qui s'assoit à leur table. Ce choix a une cohérence théologique autant que politique. Il inscrit le soufisme sénégalais, habitué de-

puis longtemps à conjuguer profondeur spirituelle et ouverture au monde, dans les grands débats européens sur la coexistence religieuse, à un moment où ces questions n'ont jamais paru aussi sensibles.

Retrouver les siens, de Ravenne à Bruxelles

Mais avant d'être une tournée diplomatique, ce périple est d'abord un retour vers les siens. Dans chaque ville, un référent sénégalais accueille et organise : Serigne Lo à Ravenne, Ousmane Watt et Aboubakry Kane à Bergame, El Hadji Malick Ba à Paris et à Lille, Abdoul Aziz Ba en Suède, Mamadou Ngom en Autriche, Khady Ndiaye en Allemagne, Kiné Ba et Malick Pathe Sow à Bruxelles. Cette liste de noms, presque anodine sur le papier, dessine en creux le véritable sujet de la tournée : un réseau humain, patiemment tissé au fil des années d'émigration, que le Khalife vient visiter et consolider.

Car au fond, c'est cela que cherche Thierno Amadou Ba en s'arrêtant dans ces villes moyennes d'Italie du Nord, dans les banlieues parisiennes, dans les faubourgs bruxellois : retrouver une diaspora souvent invisible dans les récits qu'on fait d'elle, lui rappeler qu'elle reste reliée à une source spirituelle et culturelle commune, et lui offrir, à travers cette visibilité nouvelle auprès des autorités locales, une forme de reconnaissance. Les dâhiras qui l'accueillent ne sont pas de simples cercles de prière : ce sont des points d'ancrage, des lieux où se rejoue, semaine après semaine, la fidélité à un pays et à une lignée spirituelle.

Un magistère qui traverse les frontières

À l'heure où la question du vivre-ensemble agite tant de sociétés européennes, la tournée de Thierno Amadou Ba propose une réponse à contre-courant : plutôt que de subir les tensions identitaires, les affronter en creusant le dialogue, avec l'Église, avec les institutions, avec les autres confessions, et avec cette diaspora sénégalaise trop souvent réduite à sa seule fonction économique.

De Bilbao à Dijon, en passant par Lody où il doit rencontrer conjointement le maire et l'évêque, le Khalife de Bambilor esquisse ainsi les contours d'un magistère mobile, qui ne connaît pas de frontières et qui fait de la diaspora, non plus un angle mort de la diplomatie religieuse, mais l'un de ses terrains les plus fertiles.

Malick Sakho



FORUM DE L'ENTREPRENEURIAT ET DE L'HABITAT



2^e edition

Les **19 et 20 septembre 2026** à **BOLOGNE (Italie)**



SOUS LE HAUT PATRONAGE
DU CONSULAT GÉNÉRAL
DU SÉNÉGAL À MILAN



📍 Le Notti di Cabiria



Via Fernando Santi,
40011 Anzola dell'Emilia
(BO)



+39 3455121567 / +39 3715831435 - secretariat.jefyouth@gmail.com

BOLOGNE ACCUEILLE LA DEUXIÈME ÉDITION DU FORUM DE L'ENTREPRENEURIAT ET DE L'HABITAT



La première édition avait suscité un grand engouement

Il y a des rendez-vous qui, en une seule édition, réussissent à s'imposer comme des repères pour toute une communauté. Le Forum de l'Entrepreneuriat et de l'Habitat, organisé en Italie par l'association FEH Sénégal-Italie aux côtés de l'ASCAD et de Jéf Youth, fait clairement partie de ceux-là. Après une première édition qui avait marqué les esprits, l'événement revient les 19 et 20 septembre 2026 dans la région de Bologne, à Anzola dell'Emilia, plus précisément à l'espace Le Notti di Cabiria. Il se tient cette fois sous le haut patronage du Consulat Général du Sénégal à Milan, un signe supplémentaire de la place que ce forum est en train de prendre dans les relations économiques entre le Sénégal et sa diaspora italienne.

Se souvenir d'une première édition réussie

Avant de parler de ce qui arrive, il faut revenir un instant sur ce qui a précédé. La première édition du Forum de l'Entrepreneuriat et de l'Habitat avait déjà donné le ton d'un événement pensé grand. Plus de 1 500 personnes y avaient pris part en deux jours, et plusieurs hautes autorités sénégalaises avaient fait le déplacement pour y assister. Pour une première tentative, la mobilisation avait de quoi surprendre, et elle a sans doute convaincu les organisateurs qu'ils tenaient là bien

plus qu'un simple événement ponctuel. C'est cette dynamique que la deuxième édition vient prolonger, en conservant les deux piliers qui ont fait le succès du forum dès le départ : l'entrepreneuriat, comme moyen de créer de la valeur et des emplois, et l'habitat, comme question centrale pour tous ceux qui, depuis l'Italie, pensent déjà à construire ou investir au pays.

Une édition qui prend de l'ampleur. Cette année, le forum s'entoure d'un nombre impressionnant de partenaires, ce qui traduit bien l'ambition affichée pour cette deuxième édition. On y retrouve des institutions comme la Société Nationale des HLM et la Ville de Dakar, aux côtés d'entreprises et de structures actives dans l'immobilier, la construction, la logistique, l'agro-industrie ou encore la communication, parmi lesquelles Samia, KYF, CDC, Toumai Group, KBG, Global Cargo, Wafrik, Ouf Services, Diasporaac, Vision Graphic ou X23 Science in Society. Ce cercle élargi ne relève pas du hasard. Il montre la volonté des organisateurs de faire de ce forum bien plus qu'une simple vitrine, en construisant plutôt un espace où porteurs de projets, investisseurs, professionnels du bâtiment et institutions publiques peuvent réellement se rencontrer et avancer ensemble.

Entrepreneuriat et habitat, deux préoccupations qui n'en font qu'une. Associer entrepreneuriat et habitat dans un même événement n'a rien d'anodin quand on connaît le quoti-

dien des Sénégalais installés à l'étranger. Beaucoup y pensent en permanence : comment monter un projet économique solide loin du pays, et comment s'assurer que l'argent envoyé pour construire une maison ou acquérir un bien ne se perde pas en cours de route, faute d'interlocuteurs fiables. En réunissant sous un même toit des professionnels de la construction, des promoteurs, des structures de financement du logement et des porteurs de projets entrepreneuriaux, le forum apporte une réponse concrète à une inquiétude bien réelle, celle de pouvoir enfin échanger avec des interlocuteurs identifiés et sérieux, plutôt que de naviguer seul dans un environnement où la confiance se construit difficilement à distance.

Ce que la diaspora peut réellement en retirer

Organiser ce type de forum au cœur même des communautés d'accueil change beaucoup de choses. D'abord, cela permet aux membres de la diaspora d'accéder directement à l'information et aux acteurs du logement, en rencontrant en face à face des structures comme la SNHLM ou des professionnels de l'immobilier, ce qui réduit considérablement les risques liés aux projets de construction pilotés depuis l'étranger. Le forum offre aussi un véritable espace de réseautage pour des entrepreneurs souvent isolés dans leurs démarches, qui peuvent y croiser des pairs, des structures d'accompagnement et des financeurs po-

tentiels. Il agit également comme une passerelle entre l'Italie et le Sénégal, s'inscrivant dans une dynamique de coopération économique bilatérale que l'on retrouve dans d'autres initiatives récentes entre les deux pays. Au-delà du bâtiment, il met en lumière d'autres filières porteuses, comme l'agro-industrie et l'élevage, élargissant ainsi les horizons d'investissement de la diaspora. Et puis il y a une dimension plus discrète mais tout aussi importante : celle du lien humain. Ces rencontres offrent un cadre où l'on peut se retrouver, échanger sur ses parcours, partager ses expériences et transmettre un peu de son savoir-faire aux plus jeunes.

Un rendez-vous à suivre de près

En revenant une deuxième année et en élargissant son cercle de partenaires, le Forum de l'Entrepreneuriat et de l'Habitat commence à s'installer durablement parmi les grands rendez-vous économiques de la diaspora sénégalaise en Europe. Reste à voir si cette édition confirmera, ou même dépassera, l'engouement de l'an dernier, et surtout si les liens noués à Bologne se traduiront, dans les mois qui suivent, par des projets concrets à Dakar comme dans les régions.

Rendez-vous les 19 et 20 septembre 2026, à Le Notti di Cabiria, Via Fernando Santi, 40011 Anzola dell'Emilia, dans la région de Bologne.

Malick sakho

GRAND RETOUR DE LA DIASPORA : ESTHER BOUA DONNE RENDEZ-VOUS À ABIDJAN

Du 23 au 30 octobre 2026, Abidjan accueillera le Grand Retour de la Diaspora, une initiative portée par l'entrepreneure ivoirienne Esther Boua. Pendant huit jours, 150 membres de la diaspora africaine et afro-descendante sont attendus aux côtés d'entrepreneurs, investisseurs et dirigeants locaux pour explorer les opportunités économiques, professionnelles, culturelles et d'investissement en Côte d'Ivoire.



L'ambition est claire : transformer le désir de retour en projets concrets.

Pour de nombreux Africains vivant à l'étranger, l'envie d'investir ou d'entreprendre sur le continent existe, mais elle se heurte parfois au manque d'informations, de contacts fiables ou de connaissance du marché local. Le Grand Retour de la Diaspora entend créer ces passerelles entre la diaspora et les acteurs économiques ivoiriens.

Investir, entreprendre et se reconnecter

Le programme associera rencontres économiques, networking, découvertes culturelles et immersion dans le pays. Les participants pourront notamment échanger sur l'immobilier, l'agriculture, l'industrie, les services, l'entrepreneuriat et les opportunités d'investissement. Des ateliers pratiques permettront égale-



ment d'aborder la création d'entreprise, le recrutement, l'agriculture, l'élevage ou encore l'aquaculture.

Le Dîner Gala de l'Excellence, organisé au Palais des Congrès du Sofitel Hôtel Ivoire, constituera l'un des temps forts de la semaine. Cette soirée réunira entrepreneurs, institutions, investisseurs, personnalités et membres de la diaspora autour d'un dîner, de distinctions et de rencontres professionnelles.

Mais le Grand Retour ne sera pas

uniquement consacré au business. Des excursions à Tiassalé, Yamoussoukro et au domaine Bini permettront aux participants de découvrir davantage la Côte d'Ivoire, son patrimoine, sa culture et son potentiel touristique.

À l'origine du projet, Esther Boua s'appuie sur plusieurs années d'expérience dans la banque, l'entrepreneuriat, l'investissement et l'accompagnement de la diaspora. Après huit années dans le secteur

bancaire, elle s'est spécialisée dans l'accompagnement des Africains de l'extérieur souhaitant développer des activités et investir sur le continent.

À travers ses différentes initiatives, elle a notamment accompagné plus de 500 membres de la diaspora et développé des activités dans l'immobilier, la formation, l'entrepreneuriat et le leadership féminin.

Après plusieurs éditions du Dîner Gala de l'Excellence organisées à Paris, le passage à Abidjan marque une nouvelle étape. L'objectif est désormais de rapprocher directement la diaspora des réalités économiques du continent et de favoriser des connexions durables avec les acteurs locaux.

Avec des participants attendus de France, Belgique, Suisse, Royaume-Uni, Canada, États-Unis, Guadeloupe, Martinique et Guyane, le rendez-vous entend donner une dimension internationale à cette dynamique.

Du 23 au 30 octobre 2026, Abidjan sera ainsi le point de rencontre entre une diaspora désireuse de revenir, d'investir et d'entreprendre, et une Côte d'Ivoire qui souhaite renforcer ses liens avec ses talents établis à l'étranger.

Falilou Thiane

(Source : startupmedias.net)



LES NTIC AU SERVICE DE LA DIASPORA





Retrouvez nos différents supports

-  **Diasporas Mag**
-  **DiasporaActu.net**
-  **Diasporaactu Tv**
-  **Canal TSF**
-  **Nos réseaux sociaux**

 **UNE PRÉSENCE PHYSIQUE**
à la salle de presse du **SPACE 2026**

 **Vous souhaitez nous rencontrer ?**
Exposants, entreprises, institutions, experts et délégations : venez nous rencontrer pour présenter votre activité, vos innovations ou vos projets.

 **Contact / rendez-vous :**
+33 7 51 56 33 83 ou bien **+33 7 69 67 77 43**



Au cœur du SPACE 2026
pour donner une voix aux acteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la coopération entre l'Europe et l'Afrique.



LE JAPON OCTROIE DES BOURSES À DIX CADRES SÉNÉGALAIS

Dix agents de l'administration publique sénégalaise s'apprêtent à rejoindre le Japon pour deux années de formation dans des universités. Ils constituent la quatrième cohorte de bénéficiaires du programme de bourses pour le développement des ressources humaines initié par le Japon (Jds). Une cérémonie de départ a été organisée, hier, à Dakar.

Ils seront dix agents de l'administration publique sénégalaise à quitter prochainement le Sénégal pour le Japon avec, dans leurs bagages, une mission qui dépasse la seule quête d'un diplôme. Pendant deux ans, ces cadres vont renforcer leurs connaissances et leurs compétences dans des universités japonaises avant de revenir se mettre au service de l'État. L'initiative s'inscrit dans le cadre du programme de bourses pour le développement des ressources humaines du Japon (Jds), un des instruments de la coopération entre Dakar et Tokyo.

Une cérémonie officielle de départ a été organisée en leur honneur, hier vendredi 7 août, à Dakar. Les bénéficiaires constituent la quatrième promotion de cette initiative mise en œuvre par l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica). Pour Harouna Touré, directeur de la coopération technique au secrétariat général du Gouvernement, le programme Jds occupe une place stratégique dans les relations entre le Sénégal et le Japon. Il favorise, selon lui, « le développement des compétences, l'échange culturel et le renforcement des relations bilatérales ». Au-delà de la formation académique, les bénéficiaires sont appelés, à leur retour, à participer davantage à la formulation, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques. « Le dispositif intervient notamment dans des domaines liés au capital humain, à la santé, à la protection sociale et au développement durable », a indiqué M. Touré. Depuis 2022, a-t-il rappelé, le Gouvernement japonais accorde annuellement au Sénégal, dans le cadre de ce programme, un don d'environ 320 millions de yens, soit un peu plus d'un milliard de FCfa. « Le dernier accord a été signé le 25 juillet 2025. La première phase du Jds, initialement appelée à s'achever en 2025, a par ailleurs bé-



néficié d'une prolongation de deux années », note Harouna Touré.

Le Sénégal, seul pays francophone bénéficiaire

La particularité sénégalaise dans le cadre de ce programme nippon a été mise en exergue au cours de la cérémonie de départ des nouveaux bénéficiaires. Le Jds, a indiqué le directeur de la coopération technique, concerne 22 pays et le Sénégal est présenté comme le seul de l'espace francophone à l'intégrer. Une singularité qui, aux yeux Harouna Touré, traduit la confiance accordée au pays et l'intérêt porté au renforcement de ses ressources humaines. « Le programme Jds est une opportunité précieuse pour chacun d'entre vous.

Il ne s'agit pas seulement d'acquérir des connaissances académiques, mais d'enrichir les expériences professionnelles et personnelles », a-t-il indiqué, rappelant quelques caractéristiques du système éducatif japonais, notamment la discipline, le respect, le sens des responsabilités, le travail collectif, la persévérance et la recherche permanente de l'amélioration.

Les fonctionnaires sénégalais auront aussi l'occasion de côtoyer, dans les universités d'accueil, des étudiants de nombreuses nationalités.

Premier adjoint du Représentant-résident de la Jica au Sénégal, Erina Ogata a insisté sur la rigueur du processus ayant conduit à la sélection des bénéficiaires, notamment la rigueur, la compétence, la motivation et le potentiel.

Elle a rappelé que le Sénégal est devenu, en 2022, le premier pays francophone bénéficiaire du programme Jds. Pour la représentante de la Jica,

cela témoigne de la confiance dont bénéficie le pays et de l'engagement du Japon en faveur du développement de ses ressources humaines. « À votre retour, nous espérons que les compétences et l'expérience acquises seront mises au service de vos institutions et du développement du Sénégal », a souligné Erina Ogata. Pour Yoshiaka Hatta, premier Conseiller de l'Ambassade du Japon au Sénégal, le programme constitue « l'une des initiatives phares de la coopération japonaise au Sénégal en matière de formation de ressources humaines de haute qualité ». Selon M. Hatta, l'investissement dans les jeunes cadres de l'administration publique rejoint directement

les ambitions de transformation du Sénégal et « s'aligne parfaitement avec les objectifs majeurs des réformes administratives et de gouvernance portées par le plan stratégique Sénégal Vision 2050 ».

Au nom des bénéficiaires, Ndèye Ngoné Kane, responsable du service logistique au ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération, a exprimé la gratitude de cette quatrième promotion envers les gouvernements sénégalais et japonais ainsi que les différentes structures impliquées dans le programme.

Les bénéficiaires, a-t-elle assuré, mesurent la responsabilité qui accompagne cette opportunité.

Daouda DIOUF



Programme :

- ✓ Conférences
- ✓ Stands d'exposition
- ✓ Networking
- ✓ Pitch
- ✓ Dégustation de saveurs de la Téranga !

LANCEMENT



Oumy SALL
CEO Diaar Yéemou Invest

Samedi
19.09.2026

Heure:
12h00-17h00

89 Boulevard Nationale 92250
La Garenne Colombes.

Inscription
Obligatoire

Réservations
& Contact

+33 7 66 22 80 43
contact@diaryeemou-invest.com

EN BREF

DISTINCTION : ELéna Elisabeth Mendy du Sénégal à l'honneur

L'avocate sénégalaise Léna Elisabeth Mendy, inscrite au Barreau de Luxembourg, vient d'obtenir avec mention le prestigieux Certificat en Arbitrage OHADA délivré par l'École

Régionale Supérieure de la Magistrature (ER-SUMA).
Représentante du Sénégal au sein de sa promotion, elle a suivi cette formation aux côtés de professionnels du droit issus de plusieurs États membres de l'OHADA. Le programme portait notamment sur la conduite des procédures arbitrales, la rédaction des conventions et sentences, leur exécution ainsi que le règlement des litiges commerciaux.
Cette certification avec mention vient saluer son parcours et son engagement en faveur de l'excellence juridique. Elle renforce également son expertise en arbitrage et en règlement alternatif des différends, tout en contribuant au rayonnement du droit des affaires OHADA au Sénégal et sur la scène internationale. »

Amadou Niang : à 23 ans, de l'ESP à GITEX Africa, un parcours déjà distingué

Nominé Polytechnicien de l'Année 2024 à l'ESP et lauréat du Prix Engagement, il construit une ambition claire pour la jeunesse africaine.

Fondateur et CEO de Global Skills Network (GSN), plateforme EdTech et Future of Work alimentée par l'IA, il s'attaque au fossé entre l'éducation et les réalités du marché de l'emploi.

Après une première expérience de terrain avec SenaySkills, il crée GSN pour passer à l'échelle. La plateforme s'articule autour de quatre modules : LEARN, PREP, WORK et PAY, de l'orientation scolaire jusqu'à l'emploi.

Sélectionnée au Nexten Summit 2025, GSN ambitionne de devenir une référence africaine de l'EdTech. Prochaine étape : Amadou Niang représentera le Sénégal au KOICA Youth Leaders Program, au Ghana et en Corée du Sud, parmi 100 leaders africains.

ESPAGNE : DERRIÈRE LES PROMESSES D'EMPLOI, UN RÉSEAU DE TRAITE CIBLAIT DE JEUNES MIGRANTES AFRICAINES

La police espagnole a démantelé à Gran Canaria un réseau soupçonné d'avoir recruté de jeunes migrantes originaires d'Afrique subsaharienne dans des centres d'accueil pour les envoyer vers l'Espagne continentale et la France, où certaines auraient été victimes d'exploitation sexuelle. L'opération met une nouvelle fois en lumière la vulnérabilité particulière des jeunes migrants non accompagnés et les risques liés aux réseaux de traite des êtres humains.

L'affaire a été révélée le 11 août par les autorités espagnoles. Selon la police, le réseau ciblait notamment des mineures non accompagnées placées sous la protection des services sociaux des Canaries. Profitant de leur situation de fragilité et de leur désir de trouver un emploi ou de rejoindre un environnement plus favorable, les trafiquants auraient organisé leur départ des structures d'accueil.

L'enquête aurait débuté après le retour en Espagne d'une jeune migrante prise en charge à Gran Canaria. Elle aurait expliqué aux policiers avoir été recrutée sur la promesse d'un emploi avant d'être envoyée en France. Les investigations ont ensuite permis d'identifier plusieurs situations similaires : certaines jeunes filles avaient quitté les centres d'accueil sans récupérer

leurs documents, avant que leur présence soit repérée sur des vols à destination de l'Espagne continentale. L'opération menée à Gran Canaria a permis de secourir deux victimes et d'empêcher quatre autres mineures de quitter leur centre d'accueil. Cinq personnes ont été arrêtées, dont un mineur, tandis que plusieurs perquisitions ont été effectuées sur l'île. Les enquêteurs soupçonnent notamment l'utilisation de faux documents ou de papiers volés pour faciliter les déplacements des jeunes femmes. Des victimes ciblées dans les structures d'accueil

Cette affaire révèle une réalité particulièrement préoccupante : les structures destinées à protéger les jeunes migrants peuvent également devenir des lieux où les réseaux criminels cherchent à repérer leurs futures victimes.

Les jeunes filles arrivées seules sur le territoire européen se trouvent souvent dans une situation de grande vulnérabilité. Elles peuvent être isolées, sans réseau familial, avec une connaissance limitée des dispositifs administratifs et sociaux et, parfois, une forte pression pour trouver rapidement des ressources.

Les promesses d'emploi constituent alors un moyen de recrutement particulièrement efficace. Derrière une proposition qui semble représenter une possibilité d'intégration et d'autonomie peut se cacher un système d'exploitation.

Dans le cas démantelé aux Canaries, les autorités espagnoles soupçonnent précisément le réseau d'avoir exploité cette vulnérabilité pour organiser des transferts vers l'Espagne continentale et la France. Certaines victimes auraient ensuite été soumises à une exploitation sexuelle. Cette affaire rappelle également que les parcours migratoires ne s'arrêtent pas au premier pays d'arrivée. Les réseaux peuvent fonctionner à l'échelle européenne, en profitant de la mobilité entre plusieurs pays pour déplacer les victimes et compliquer leur identification.

Le démantèlement intervient alors que l'Espagne fait face à une forte pression sur ses dispositifs d'accueil des mineurs étrangers non accompagnés. La situation est particulièrement sensible dans les territoires qui constituent des points d'arrivée migratoire, comme les Canaries ou Ceuta.

Pour les associations et les professionnels de l'accompagnement, la protection ne doit donc pas s'arrêter à l'hébergement. Elle doit également inclure l'information des jeunes sur leurs droits, l'identification des risques de traite, l'accompagnement psychologique et social ainsi qu'un suivi suffisamment durable pour éviter les ruptures de prise en charge.

L'enjeu est d'autant plus important que les réseaux criminels savent exploiter les failles des systèmes de protection. Une jeune fille qui quitte

soudainement un centre, sans documents et sans prévenir les services qui l'accompagnent, peut rapidement devenir difficile à localiser.

L'opération de Gran Canaria montre ainsi l'importance de la coopération entre police, services sociaux, centres d'accueil et associations spécialisées. Elle souligne également la nécessité d'une collaboration entre les pays européens concernés lorsque les victimes sont déplacées d'un territoire à un autre.

Au-delà des arrestations, la justice espagnole devra désormais déterminer précisément le rôle des personnes interpellées et mesurer l'ampleur du réseau ainsi que des transferts organisés vers l'Espagne continentale et la France.

Pour les jeunes migrantes concernées, l'urgence reste cependant la protection et la reconstruction. Derrière les chiffres et les opérations policières se trouvent des parcours individuels marqués par l'espoir d'une vie meilleure, mais aussi par le risque de tomber entre les mains de réseaux capables de transformer cet espoir en exploitation.

Cette affaire espagnole rappelle enfin une évidence : la lutte contre la traite des êtres humains passe aussi par la protection effective des jeunes migrants, l'information sur les dangers et la possibilité pour chacun d'accéder à un emploi et à une vie digne sans dépendre de réseaux clandestins.

NAVÉTANE DE RENNES 2026 : SENZELA S'IMPOSE AU TERME D'UNE BELLE ÉDITION



SENZELA (à gauche) a remporté le trophée pour la première fois de son histoire, en s'imposant face à Djassi Dji en finale

La première édition du Navétane de Rennes, organisée par l'Association des Ressortissants Sénégalais de Rennes (ARSER), s'est achevée ce dimanche 16 août dans une ambiance festive et conviviale. Au terme de plusieurs semaines de compétition, SENZELA a remporté le trophée pour la première fois de son histoire, en s'imposant face à Djassi Dji en finale.



L'aventure avait débuté le 4 juillet 2026, avec la participation de huit

équipes composées de Sénégalais vivant à Rennes. L'objectif de cette initiative était de réunir la communauté sénégalaise autour du sport, de favoriser les rencontres et de renforcer les liens entre les ressortissants sénégalais de Rennes.

Après une première phase riche en rencontres et en émotions, les demi-finales se sont disputées le 12 juillet, permettant de déterminer les deux équipes qui allaient se retrouver en finale quelques semaines plus tard.

SENZELA, champion pour la première fois

La grande finale, disputée le 16 août, a consacré SENZELA, qui décroche ainsi son premier titre dans cette compétition. L'équipe de Djassi Dji termine à la deuxième place.

Le podium est complété par Souss et Mafia Bi, qui occupent respectivement les troisième places.

La compétition a également permis de mettre en lumière les performances individuelles. Le titre de meilleur buteur revient à Oumar, de Djassi Dji, récompensé pour son efficacité tout au long du tournoi.

Un moment placé sous le signe de la solidarité

La finale a également été marquée par la présence du parrain de la journée, M. Yaya Diouf, ancien président de l'Association des Ressortissants Sénégalais de Rennes.

Dans son discours, il a insisté sur une valeur essentielle au sein de la communauté : la solidarité entre Sénégalais. Il a notamment appelé chacun à être attentif aux difficultés que peuvent rencontrer d'autres membres de la communauté et à privilégier l'entraide et le soutien mutuel. Un message particulièrement important dans le contexte associatif, où les membres peuvent être amenés à solliciter l'accompagnement de l'association ou de leurs compatriotes dans différentes situations de la vie quotidienne.

L'ARSER, au cœur de la mobilisation

À travers l'organisation de ce Navétane, l'Association des Ressortissants Sénégalais de Rennes poursuit sa volonté de rassembler et de mobiliser la communauté sénégalaise autour d'activités sportives, culturelles et sociales.

Le tournoi aura permis de créer des moments de partage, de fraternité et de convivialité, tout en donnant une place importante au sport comme outil de rapprochement entre les membres de la communauté.

Cette édition a également été marquée par une forte mobilisation de l'actuel bureau de l'ARSER, dont l'engagement a contribué à la réussite de l'événement. La tenue de cette compétition témoigne de la volonté du bureau de proposer des initiatives capables de réunir les Sénégalais de Rennes autour de valeurs communes.



Au-delà du résultat sportif, le Navétane de Rennes 2026 aura donc été une véritable célébration de la communauté sénégalaise à Rennes. Félicitations à SENZELA pour son sacre, à Djassi Dji pour sa deuxième

place, ainsi qu'à Souss et Mafia Bi pour leur présence sur le podium. Félicitations également à l'ensemble des équipes participantes et aux organisateurs pour cette belle édition.

Khalifa Ababacar

CAN féminine 2026 : le Cameroun sur le toit de l'Afrique pour la première fois

Le Cameroun a remporté pour la première fois de son histoire la Coupe d'Afrique des nations (CAN) féminine 2026. Les Lionnes Indomptables ont réalisé une performance historique en s'imposant au terme d'une compétition marquée par leur détermination et leur solidité.

Ce sacre vient récompenser les progrès du football féminin camerounais et inscrire une nouvelle page dans l'histoire du sport national. Portées par une génération ambitieuse, les Camerounaises ont su franchir les derniers obstacles pour décrocher ce premier titre continental.

Cette victoire confirme également la montée en puissance du football féminin au Cameroun et offre une nouvelle source de fierté aux supporters, tout en ouvrant de nouvelles perspectives pour les jeunes joueuses du pays.

AfroBasket U18 : la Côte d'Ivoire décroche son premier titre africain

La Côte d'Ivoire a écrit une nouvelle page de son histoire en remportant pour la première fois l'AfroBasket U18. Les Éléphanteaux ont dominé le Sénégal en finale sur le score de 73-51, au terme d'une rencontre largement maîtrisée.

Après un premier quart-temps remporté 16-7, les Ivoiriens ont progressivement creusé l'écart grâce à une défense solide et une meilleure adresse. Portée notamment par Nathan Djako, la Côte d'Ivoire a accéléré après la pause pour prendre définitivement le contrôle de la finale.

Le Sénégal, qui avait éliminé le Mali, champion en titre, en demi-finale, n'a jamais réussi à inverser la tendance malgré les efforts de Pape Ndiack et de ses coéquipiers. Les Lionceaux terminent ainsi avec la médaille d'argent.

Avec six victoires en autant de matches, la Côte d'Ivoire réalise un parcours parfait et devient championne d'Afrique U18 pour la première fois. Les deux finalistes, Côte d'Ivoire et Sénégal, décrochent également leur qualification pour la prochaine Coupe du Monde U19.

ITALIE–SÉNÉGAL : UNE NOUVELLE VOIE POUR LA MIGRATION PROFESSIONNELLE



La photo de famille des douze travailleurs avant leur départ en Italie. En médaillon les structures qui portent ce projet

Douze travailleurs sénégalais ont rejoint l'Italie les 16 et 17 août 2026 dans le cadre du projet « Nuovi Destini – Nuovi Orizzonti », porté par Umana S.p.A., en collaboration avec la CISL de Venise et l'ANOLF Venise (Association Nationale Outre les Frontières).

L'initiative vise à promouvoir une migration professionnelle régulière, sûre et qualifiée, tout en répondant aux besoins de main-d'œuvre des entreprises italiennes.

Une préparation avant le départ
Le 8 août dernier à Dakar, l'ambassadeur d'Italie au Sénégal, Michele

Tommasi, avait rencontré les douze bénéficiaires du programme en présence des représentants des institutions, des organismes de formation et des différents partenaires impliqués.

Giuseppe Venier, administrateur délégué d'Umana S.p.A., et Monica De Stefani, secrétaire de la CISL de Venise, avaient également participé à cette rencontre par visioconférence depuis l'Italie.

Avant leur départ, les candidats ont bénéficié d'une préparation linguistique et professionnelle destinée à faciliter leur insertion dans leur nouvel environnement de travail.

Des travailleurs désormais installés en Italie
Arrivés en Italie les 16 et 17 août, les

douze Sénégalais ont rejoint les entreprises qui les ont recrutés. Tous sont logés par leurs entreprises employeuses, facilitant ainsi leurs premières démarches d'installation et leur intégration.

Pour Massaer Diané, président de l'ANOLF Venise (Association Nationale Outre les Frontières), cette première expérience constitue une étape importante dans la mise en place d'une mobilité professionnelle organisée entre le Sénégal et l'Italie.

L'ANOLF Venise entend notamment accompagner les travailleurs dans leurs démarches administratives, l'accès à leurs droits sociaux et leur intégration en Italie.

Une alternative à la migration irrégulière
Le programme veut également démontrer qu'il est possible de construire des parcours de migration professionnelle fondés sur la formation, des contrats réguliers, le respect des droits des travailleurs et l'accompagnement à l'intégration.

Il répond à un double objectif : permettre aux entreprises italiennes de recruter des profils répondant à leurs besoins et offrir aux travailleurs sénégalais de véritables perspectives professionnelles dans un cadre légal et sécurisé.

Cette première promotion de douze travailleurs pourrait ainsi ouvrir la voie à de nouvelles sélections. Les partenaires souhaitent d'abord suivre leur parcours et évaluer leur intégration ainsi que la satisfaction des entreprises avant d'envisager un élargissement du dispositif à d'autres bénéficiaires et secteurs professionnels.

Avec « Nuovi Destini – Nuovi Orizzonti », une nouvelle passerelle se dessine ainsi entre le Sénégal et l'Italie, avec l'ambition de faire de la migration professionnelle régulière et qualifiée un véritable outil de coopération et d'opportunités pour les deux pays.

Falilou thiane

23ème session extraordinaire du Conseil des Ministres des Affaires étrangères de l'OCI

Son Excellence Monsieur Cheikh NIANG, Ministre de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, a pris part à la 23ème session extraordinaire du Conseil des Ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), tenue ce jeudi 27 août 2026 à Djeddah (Arabie saoudite).

À cette occasion, le Ministre a réaffirmé le soutien constant du Sénégal en faveur des droits du peuple palestinien à un État indépendant, juste et viable, coexistant dans la paix et la sécurité avec l'État d'Israël, conformément au droit international.

La session a également été marquée par l'élection, à l'unanimité, de Son Excellence Monsieur Ismail Ould Cheikh Ahmed au poste de Secrétaire général de l'OCI.

Au nom du Chef de l'État et du Gouvernement du Sénégal, le Ministre lui a adressé ses chaleureuses félicitations et ses vœux de succès dans l'exercice de son mandat.

Cette participation témoigne de l'attachement du Sénégal aux idéaux de paix, de solidarité et de coopération défendus par l'OCI.



EUROPAFRICA INVESTEMENT FORUM 2026

Save the Date

30 Sept 2026

02 Octo

A BRUXELLES

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PARLEMENT EUROPÉEN

De 08h30' A 13h30'

PARLEMENT EUROPEEN

3jours

De rencontre de haut Niveau

Resservez ces dates dès maintenant

www.credassurconnectforum.com



23
DIASPORAS - N°16

À RENNES, HADARATOUL MALIKYA CÉLÈBRE LE MAWLID DANS LA FERVEUR ET LA TRANSMISSION

Un Mardi ordinaire, un jour de travail comme un autre. Et pourtant, à Rennes, des centaines de fidèles ont tout laissé pour répondre à l'appel du Mawlid, cette célébration de la naissance du Prophète Mouhamed (PSL). Réunis autour du dahira Hadaratoul Malikya, ils ont rappelé, à leur manière, la force d'un attachement spirituel que ni la distance ni le quotidien ne parviennent à entamer.



Célébrer le Mawlid, c'est se souvenir. De la vie du Prophète, de son message, de son exemplarité, des valeurs de foi et de fraternité qu'il a transmises à l'humanité tout entière. Dans la tradition de la Hadara Malikya, ce rendez vous prend une résonance particulière : il n'est pas seulement un temps de commémoration mais un moment d'enseignement, une occasion de replonger dans une spiritualité tout entière tournée vers l'amour du Prophète. À Rennes, cette édition en a donné une démonstration éclatante.

Il y a vingt ans, le dahira ne comptait qu'une poignée de frères réunis autour d'une même foi. Le chemin parcouru depuis force le respect. Hadaratoul Malikya rassemble aujourd'hui plusieurs centaines de membres, toutes générations confondues, portées par un engagement féminin sans lequel rien ne serait possible. À leur tête, une figure incontournable : la Lionne de Hadaratoul Malikya, Sokhna Amy Thiam, de tous les combats et de toutes les mobilisations. Autour d'elle, des dizaines de femmes discrètes mais indispensables, sur qui repose depuis des années l'organisation du dahira.

Le chiffre ne dit pourtant pas tout. Ce qui frappe surtout, c'est la manière dont cette communauté a su faire tenir ensemble les générations autour d'un même héritage. Loin du Sénégal, la question de la transmission se pose avec une acuité particulière, et les dahiras y répondent en devenant de véritables lieux de continuité : les anciens y déposent leur expérience, les plus jeunes y trouvent des repères, et la tradition, loin de s'éteindre, continue de se réinventer.

Cette année, Hadaratoul Malikya avait choisi de donner au Mawlid une profondeur particulière. Le thème retenu, « Ensemble, penser et agir par le verbe de l'Unité (Tawhid) », s'inscrivait dans le prolongement des orientations données par Serigne Babacar Sy Mansour, Khalife général des Tidianes. Un choix exigeant, qui invitait chaque fidèle à interroger sa foi, sa responsabilité et son rapport aux autres, bien au delà de la seule commémoration. Pour porter cette réflexion, le dahira avait convié l'imam Mouhamed Dicko, figure respectée de l'une des grandes mosquées de Rennes. Son enseignement, d'une grande densité, a captivé une assistance conquise par la clarté de son propos et la profondeur de son analyse. Un parcours qui n'est pas anodin : formé au daara

de Fass Touré, ce temple du savoir fondé par Serigne Ady Touré, l'imam Dicko incarne cette chaîne de transmission qui va du Sénégal jusqu'à la diaspora, d'un maître à un disciple, d'une génération à la suivante.

Aux mots ont succédé les chants. Le riche répertoire de Maodo, Seydi El Hadji Malick Sy, dont l'œuvre entière fut habitée par l'amour du Prophète, a résonné dans la salle, porté par des voix qui ont su donner à la soirée une autre couleur, celle d'une spiritualité où se mêlent poésie, louange et savoir.

Prenant la parole pour remercier l'assistance et revenir sur le programme de l'année, Serigne Ibrahima Diouf a tenu, comme à son habitude, à recentrer le propos sur l'essentiel. Infatigable responsable du dahira, il a rappelé la place que tient le Mawlid dans la tradition de Seydi El Hadji Malick Sy et mis en garde contre toute lecture réductrice de cette célébration. « Le Mawlid n'a rien à voir avec le folklore », a-t-il insisté, appelant les fidèles à ne jamais perdre de vue sa véritable finalité : connaître le Prophète, l'aimer, et approfondir sa foi. À la jeunesse, il a adressé un message clair, celui de fréquenter davantage les dahiras, ces espaces où se conjuguent spiritualité, formation et transmission.

Un message qui prend tout son sens dans la diaspora. En France comme ailleurs, les dahiras ont depuis longtemps dépassé leur seule fonction religieuse pour devenir des lieux de mémoire, où l'on transmet à la fois une foi, une histoire et une culture. Le Mawlid célébré à Rennes déborde ainsi largement le cadre de la ville : il raconte la capacité de toute une diaspora à préserver, loin du pays, des traditions que l'éloignement aurait pu éroder. De Paris à Rennes, de Lyon à Marseille, et dans bien d'autres villes de France, d'Europe et du monde, les communautés sénégalaises continuent d'en faire un grand rendez vous.

Cette fidélité n'a rien d'une nostalgie tournée vers le passé. Elle est le signe d'une transmission bien vivante, portée par une diaspora qui ne se contente pas de regarder vers le Sénégal mais qui écrit, à sa manière, un nouveau chapitre de cette histoire religieuse, avec ses propres réalités et ses propres défis.

Née il y a vingt ans de la volonté de quelques frères, Hadaratoul Malikya rassemble aujourd'hui plusieurs centaines de fidèles, hommes et femmes confondus, où les générations se croisent et où le savoir continue de circuler sans interruption. C'est sans doute là la plus belle leçon de ce Mawlid. En ce Mardi que rien ne prédestinait à un tel rassemblement, des centaines de fidèles ont choisi de se retrouver pour célébrer la naissance du Prophète, écouter un enseignement, chanter les louanges de Maodo et se souvenir de ce que signifie, au fond, cette commémoration.

Se rassembler ainsi, ce n'est pas seulement marquer un événement vieux de quatorze siècles. C'est affirmer que l'héritage du Prophète demeure vivant, que le savoir doit continuer à circuler, et que la spiritualité peut traverser les frontières sans jamais s'affaiblir.

À Rennes, Hadaratoul Malikya l'a démontré avec force : le Mawlid est bien une célébration de la naissance du Prophète, mais c'est aussi et surtout un rendez vous avec la connaissance, la foi, la mémoire et la transmission. Portée avec cette constance par des hommes et des femmes de la diaspora, cette transmission dépasse le simple héritage. Elle devient une responsabilité, léguée aux générations qui viennent.

Malick Sakho

BOUBA FANÉ, QUAND L'INFLUENCE DEVIENT UNE FORCE ÉCONOMIQUE AU SERVICE DE L'AFRIQUE

Il y a des personnalités que l'on reconnaît à leur voix, à leur présence ou à leur capacité à mobiliser. Bouba Fané appartient à cette catégorie. Mais derrière l'image publique et la forte présence sur les réseaux sociaux se dessine aujourd'hui un autre profil : celui d'un entrepreneur qui cherche à transformer son influence en activité économique et à l'inscrire dans une vision africaine.

Boubacar Soumahoro, plus connu sous le nom de Bouba Fané, a construit son parcours sur le terrain, notamment dans l'événementiel, la communication et la culture. Ces expériences lui ont permis de comprendre qu'une audience peut devenir une véritable force économique lorsqu'elle s'appuie sur la capacité à créer, organiser et fédérer.

Son installation en France n'a pas interrompu cette dynamique. Au contraire, elle lui a permis de renforcer les passerelles entre l'Afrique et sa diaspora. Chef d'entreprise, il développe progressivement des activités autour du commerce, de la marque et de la valorisation de produits estampillés africains. Parmi ses initiatives figure FAVE, Force à l'Afrique verte, une marque proposant notamment vêtements, chaussures et accessoires.

Une autre image du continent

À travers FAVE, Bouba Fané défend une idée plus large : celle d'une Afrique capable de transformer ses propres symboles et son identité en valeur économique. La marque devient ainsi un support pour promouvoir une autre image du continent,

tout en créant de l'activité.

Cette démarche prend une nouvelle dimension avec l'agriculture. En août 2025, Bouaké a accueilli la première édition d'un forum consacré à l'autosuffisance alimentaire en Côte d'Ivoire et en Afrique, organisé à l'initiative de FAVE. L'événement a réuni sportifs, entrepreneurs et acteurs intéressés par les questions agricoles, avec notamment l'objectif d'encourager les sportifs à investir dans l'agriculture et de promouvoir la consommation de produits locaux. Ce choix révèle une évolution importante dans son parcours. Après l'événementiel et la communication, Bouba Fané s'intéresse désormais à des enjeux économiques majeurs : la production, l'emploi, la transformation locale et la souveraineté alimentaire. Le forum de Bouaké a également mis en avant le rôle que peuvent jouer les jeunes, les sportifs et la diaspora dans le développement du secteur agricole.

Une position de passerelle

Sa démarche repose finalement sur une même logique : créer une communauté, raconter une histoire et transformer cette mobilisation en projets concrets. Son audience devient un levier économique, ses événements des espaces de rencontre et FAVE un outil pour porter sa vision. Entre la France et l'Afrique de l'Ouest, Bouba Fané occupe également une position de passerelle. La diaspora représente un potentiel important en matière de compétences, de capitaux, de réseaux et de consommation. Son ambition est de contribuer à transformer ce potentiel en projets et en activités économiques.

Le véritable défi est désormais de



faire vivre ces initiatives au-delà de la personnalité de leur fondateur. FAVE porte cette ambition en associant identité africaine, mode, événementiel et, désormais, agriculture. Ce qui se dessine chez Bouba Fané est donc moins un changement de personnage qu'un changement d'échelle. Il cherche à utiliser sa visibilité autrement, en la transformant en projets, en activités et, à terme, en entreprises capables de créer de la richesse et des emplois.

Une visibilité publique

À Bouaké, son appel aux sportifs à investir dans l'agriculture a donné un aperçu de cette nouvelle orientation : ceux qui ont réussi doivent aussi pouvoir contribuer aux secteurs qui construiront l'Afrique de demain. Le nouveau chapitre de Bouba Fané s'écrit ainsi à la croisée de l'influence, de l'entrepreneuriat et du développement africain. Reste désormais à transformer cette énergie en réalisations solides et durables. Son parcours pose aussi une question qui dépasse sa propre trajectoire : que peut réellement produire l'influence lorsqu'elle est mise au service d'une ambition économique ?

Dans un espace africain où les consommateurs, les entrepreneurs et

les créateurs de contenu sont de plus en plus connectés, la capacité à rassembler une communauté peut devenir un véritable avantage. Encore faut-il que cette communauté puisse trouver des produits, des services et des projets auxquels elle croit et qu'elle est prête à accompagner. C'est dans cette transformation de la visibilité en confiance que se situe probablement l'un des enjeux de la démarche de Bouba Fané.

Cette vision prend également tout son sens lorsqu'on la regarde depuis la diaspora. Entre l'Europe et l'Afrique, les liens ne manquent pas, mais ils restent parfois dispersés. Il existe des capitaux, des compétences, des idées et des envies d'entreprendre, mais aussi des hésitations et un besoin de confiance. Ceux qui disposent d'une visibilité publique peuvent jouer un rôle dans cette mise en relation, à condition de dépasser la communication pour aller vers des réalisations mesurables. Pour Bouba Fané, la prochaine étape sera donc sans doute de démontrer que l'influence peut durer autrement que par l'image : en faisant naître des entreprises, en accompagnant des initiatives et en participant concrètement à la création de valeur en Afrique.

Malick Sakho



AISSATOU GUEYE, L'INGÉNIEURE DU LIEN

ENTRE DEUX RIVES



À près de six mille kilomètres de Dakar, dans les bureaux d'un organisme québécois où elle pilote des projets de transformation numérique, Aissatou Gueye continue, sans bruit, de bâtir le Sénégal.

Tout commence à Dakar, sur les bancs du lycée Galandou Diouf, où une jeune fille de série scientifique dévore les mathématiques et la physique sans se douter encore du chemin que cela va lui ouvrir. Puis vient le grand écart, celui qui surprend souvent ceux qui découvrent son parcours : le baccalauréat scientifique cède la place à la comptabilité. Un détour, dira-t-elle elle-même en souriant. Mais c'est peut-être précisément dans ces détours que se forge une intelligence professionnelle plus riche, plus adaptable. De la comptabilité, Aissatou Gueye glisse naturellement vers la gestion de la qualité, puis vers la gestion de projets, deux disciplines qui exigent la même rigueur que les chiffres, mais qui s'ouvrent davantage sur les organisations, les équipes, les transformations.

Ce goût pour la transformation, elle va le vivre elle-même, en changeant plusieurs fois de pays. La France d'abord, puis le Canada, où elle s'installe au Québec. Deux systèmes, deux cultures professionnelles, deux façons de travailler et de penser l'organisation du travail. Loin de la déstabiliser, cette pluralité d'environnements affine son regard et enrichit sa manière d'aborder les problèmes. Aujourd'hui, elle est chargée de projets au sein d'un organisme québécois, où elle accompagne des initiatives liées au développement des compétences, à la transformation numérique et au virage vert de l'industrie textile. Un poste qui, sans le dire explicitement, résume assez bien qui elle est : quelqu'un qui aide les structures et les personnes à évoluer, à s'adapter, à grandir.

Mais si l'on s'arrêtait là, on ne comprendrait qu'une partie de l'histoire. Car sous la professionnelle rigoureuse installée au Québec bat un attachement intact au Sénégal, et plus largement à l'Afrique. Un attachement qui ne s'est jamais dilué avec la distance, et qui a fini par se transformer en engagement concret. Aissatou Gueye porte une convic-

tion simple, mais qu'elle défend avec force : le développement de l'Afrique n'est pas l'affaire de quelques-uns, il est l'affaire de tous. Pas nécessairement en rentrant au pays, dit-elle, mais en trouvant comment mettre au service de son pays ce que l'on a construit ailleurs, son expérience, ses compétences, ses réseaux, ses moyens. C'est cette philosophie qui l'a conduite à entreprendre, non pas comme un aboutissement, mais comme un prolongement naturel de ce qu'elle est.

Le premier de ces engagements porte un nom qui sonne presque comme un clin d'œil à son propre parcours : JIDAK STEM, Jeunes Ingénieurs Dakar ak STEM. À travers ce projet, elle revient à ses premières amours, les sciences, la robotique, la mécanique, la programmation, mais cette fois pour les transmettre aux enfants sénégalais. Elle qui a commencé par un baccalauréat scientifique avant de bifurquer vers la comptabilité se retrouve aujourd'hui à parler d'ingénierie avec des enfants, et l'ironie ne lui échappe pas, pas plus que le plaisir qu'elle en tire. Mais son ambition dépasse la simple transmission de savoirs. Ce qu'elle veut donner aux enfants, ce sont des habiletés : la capacité à réfléchir, à expérimenter, à construire, à se tromper, à recommencer, à trouver eux-mêmes leurs propres solutions. Elle le formule avec une clarté qui vaut toutes les démonstrations : préparer les enfants non seulement à savoir, mais à savoir faire, à savoir créer, à savoir innover.

Le second engagement, plus inattendu peut-être, s'inscrit dans le secteur de la construction. En étant créant Ère Métal avec une de ses amies qui vit en France, Aissatou Gueye porte un projet d'habitations écoresponsables à ossature métallique en acier galvanisé, associé à la mise en place d'une unité industrielle de production et de galvanisation d'acier, aujourd'hui en phase de



levée de fonds. Derrière cette ambition industrielle se cache la même logique que dans l'éducation : construire des solutions durables, créer de la valeur, et surtout développer des capacités locales, pour que l'Afrique ne soit pas seulement consommatrice de solutions venues d'ailleurs, mais productrice des siennes.

À observer ces deux engagements, éducation d'un côté, industrie de l'autre, on pourrait n'y voir que la diversité d'une femme aux multiples talents. Mais il y a un fil qui les relie, et Aissatou Gueye le nomme elle-même sans détour : investir dans les

personnes, dans les compétences, dans les infrastructures dont l'Afrique aura besoin pour construire son avenir.

Elle n'a pas la prétention de détenir toutes les réponses. Elle avance simplement avec une conviction tranquille, celle que chacun, à sa mesure, peut apporter sa pierre à l'édifice. Et elle, depuis le Québec, continue d'apporter la sienne, avec la rigueur de la gestionnaire, la curiosité de la scientifique, et la fidélité intacte de celle qui n'a jamais vraiment quitté Dakar.

Malick sakho



SIVAL

Salon international

des techniques de productions végétales

12-14

JANV. 2027



PARC DES EXPOSITIONS

ANGERS • FRANCE

DE LA DINETTE AUX ÉTOILES : LE DESTIN DE CHEF **PENDA NIANG**



Il y a des vocations qui ne s'annoncent pas, elles s'installent. Celle de Penda a commencé à cinq ans, dans la cuisine de sa mère, au Sénégal, avec une dinette et des mini-casseroles. Chaque légume, chaque goutte d'eau ajoutée en synchronie avec les gestes maternels, ce n'était pas un jeu comme les autres : c'était déjà un apprentissage. À huit ans, elle troque les ustensiles miniatures

contre les vrais fourneaux. À treize, quatorze ans, c'est elle qui nourrit toute la famille, quand elle n'allait pas à l'école (les week-ends et jours fériés). Sur cette terre natale se forment sa générosité et ce respect quasi sacré du produit qui ne la quittera plus.

Puis vient la France, et avec elle un tout autre projet de vie : une carrière dans la banque. Mais l'existence a ses propres recettes, et celle de Penda prend un virage qu'elle n'avait pas prévu. Maman dès le lycée, à dix-sept ans, elle apprend

très tôt à composer avec l'imprévu et l'exigence. Empêchée de déménager pour poursuivre ses études bancaires, elle prend une année sabbatique. Cette pause, qui aurait pu être un simple arrêt, se révèle être un tournant : elle se lance dans la cuisine professionnelle.

Ce qui suit n'a rien d'un hasard heureux. Douée d'un talent naturel, Penda refuse pourtant les postes subalternes que son absence de diplôme français lui vaut. Plutôt que de subir, elle choisit d'exiger d'elle-même : elle passe et obtient son

CAP Cuisine, s'appropriant les termes techniques, le vocabulaire gastronomique, la rigueur des grands classiques français. Ce diplôme n'est pas un aboutissement, c'est une porte qu'elle vient d'ouvrir.

Elle la franchit vite. Chef de Cuisine, Manager d'équipe, puis Maître d'Hôtel : Penda gravit les échelons avec la même discipline qui l'animait, enfant, devant les fourneaux de sa mère.

Elle développe une expertise complète de l'événementiel de luxe, aussi à l'aise en cuisine qu'en salle. Son talent, son charisme aussi, la mènent sous les projecteurs : elle participe à La France a un Incroyable Talent, où elle cuisine et séduit un jury exigeant, Marianne James et Éric Antoine en tête. Présente ensuite pour Top Chef, elle fait un choix qui en dit long sur son caractère : elle préfère différer sa participation, se donner le temps de peaufiner sa technique, plutôt que de tenter sa chance à moitié prête. Chez Penda, on ne participe pas pour participer. On vise la première place, ou on attend.

En parallèle, elle devient chef privée pour des footballeurs professionnels et des personnalités, orchestrant des soirées sur-mesure où chaque assiette raconte une histoire. C'est cette même exigence, transposée à l'intime, qui façonne aujourd'hui sa signature.

Basée désormais à Angers, Penda a fédéré autour d'elle une communauté fidèle de passionnés de bonne cuisine. Officiellement lancée comme traiteur événementiel et chef gastronomique, elle propose une cuisine de rencontre : l'élégance technique française au service des saveurs riches et envoûtantes du patrimoine africain. Une fusion qui n'a rien de superficiel, tant elle est le fruit d'un parcours où chaque étape, du Sénégal à la France, a laissé sa trace dans l'assiette.

Le métier est exigeant, elle ne le cache pas. « C'est un métier exigeant qui use la santé physique, mais ma passion viscérale dépasse chaque fatigue », confie-t-elle. Une phrase qui pourrait résumer toute sa trajectoire. Car derrière la discipline et la technique, il y a chez Penda un feu qui ne s'éteint pas, et une ambition qui dépasse largement les frontières d'Angers : ouvrir ses propres établissements, faire voyager ses créations à travers le monde, élever la gastronomie africaine sur la scène internationale, et offrir à un public toujours plus large la chance de goûter à cette émotion culinaire qui est la sienne depuis le bas âge.

Malick sakho

OUMOU SY, L'ART DE FAIRE RAYONNER LES AUTRES

À 47 ans, Oumou Sy a fini par comprendre qu'on pouvait tenir un poste stable d'une main et une vie foisonnante de l'autre, sans jamais lâcher ni l'un ni l'autre. Mère de quatre enfants, salariée dans une grande entreprise française du secteur de l'énergie, elle a bâti en marge de sa carrière un véritable écosystème dédié à la reconnaissance des femmes de la diaspora. Tout commence pourtant loin de là : quelques mois de faculté de droit, puis une réorientation vers une formation en secrétariat administratif, sans qu'elle se doute que ce virage allait poser les fondations d'une ascension patiente et déterminée. Poste après poste elle se souvient encore de ses débuts comme hôtesse d'accueil, "un poste alimentaire" dit-elle sans détour elle gravit les échelons, année après année, jusqu'à devenir aujourd'hui assistante technique chez Engie, avec un niveau Bac+5 en poche. Une trajectoire faite de constance plus que de coups d'éclat, à l'image du personnage.

C'est pourtant loin des bureaux qu'Oumou Sy s'est révélée. En fondant l'association African Diaspora Women's, elle se donne une mission précise : mettre en lumière les femmes entrepreneures de la diaspora qui, par leur parcours, méritent d'être vues, célébrées, récompensées. L'outil qu'elle choisit pour cela est le gala d'excellence, pensé non comme une simple soirée protocolaire mais comme un espace de bienveillance, où le réseautage se double d'une sororité sincère, pour favoriser l'ascension de chacune. Deux éditions ont déjà eu lieu, en mars 2023 puis en mai 2024, où Oumou Sy officiait elle-même comme maîtresse de cérémonie. Une troisième est en préparation, cette fois en Mauritanie, prévue pour la fin de l'année 2026, inch'Allah. Et l'ambition ne s'arrête pas là : la fondatrice imagine déjà décliner ce concept à travers l'Afrique de l'Ouest, avec des étapes envisagées au Sénégal, au Mali, en Guinée et en Côte d'Ivoire.

Ce goût pour la scène et la parole publique, elle l'a cultivé bien au-delà de ses propres galas. On l'a vue animer un défilé pour Polél AM à Besançon en 2024, puis présenter l'élection Miss Diaspora Mauritanie en mai 2026. Prochain rendez-vous inscrit à son agenda : le Festival Poulagou, au Havre, le 27 juin, où elle officiera une nouvelle fois en maîtresse de cérémonie, inch'Allah. Cette expertise acquise sur le terrain, événement après événement, elle a fini par en faire un métier à part entière. C'est ainsi qu'est née récemment OUMOU DILY EVENT, sa structure à travers laquelle elle accompagne désormais particuliers et professionnels dans la conception et

l'organisation de leurs événements. L'écosystème qu'elle a construit autour de son association lui a aussi ouvert les portes des médias. Depuis la fin de l'année 2025, elle intervient comme chroniqueuse dans l'émission DiaspAfrika. Plus récemment, il y a deux ou trois mois, elle a rejoint le plateau de Les Lionnes en Débat. Deux expériences qu'elle évoque comme un prolongement naturel de son engagement associatif plutôt que comme une reconversion : la même volonté de porter une parole, de représenter, de donner à voir.

Ce qui frappe, chez Oumou Sy, c'est la manière dont chacune de ces facettes la salariée, la fondatrice d'association, la maîtresse de cérémonie, la chroniqueuse, l'entrepreneuse événementielle s'articule sans jamais se contredire. Elle-même le dit volontiers : c'est à travers ses organisations qu'elle s'est découvert d'autres compétences, un autre écosystème, qui lui a permis, dit-elle, "d'être moi". Entre un poste stable dans l'énergie et une vie associative et médiatique foisonnante, Oumou Sy incarne une génération de femmes de la diaspora qui refusent de choisir entre sécurité professionnelle et engagement personnel. Avec, en ligne de mire, une ambition qui dépasse largement les frontières françaises : faire de la sororité entrepreneuriale un mouvement qui traverse l'Afrique de l'Ouest tout entière.

Depuis 28 ans, Oumou Sy est également Mme N'Diaye, une identité qu'elle porte avec fierté et qui témoigne d'une histoire construite dans la durée aux côtés de son mari. Mais au-delà de ce lien familial et conjugal, elle tient à ce que son parcours soit regardé pour ce qu'il est réellement : celui d'une femme



qui a choisi de construire sa propre histoire. Elle est la sœur d'Omar Sy, l'un des acteurs français les plus célèbres de sa génération. Elle aurait pu naturellement compter sur cette proximité, bénéficier de sa notoriété ou se laisser porter par la lumière que projette le succès de son frère. Elle a fait un autre choix. Son parcours est, à lui seul, une démonstration qu'il est possible de se construire sans vivre par procuration le succès d'un proche. Pour elle, chacun doit écrire sa propre page, marquer son passage ici-bas par des actions concrètes, utiles et positives, et contribuer, à son échelle, au changement. Cette philosophie dit aussi quelque chose de son humilité : Oumou Sy ne cherche pas à briller à travers le nom de son frère, mais à être reconnue pour ses propres engagements, ses propres combats et les

valeurs qu'elle porte. Cela ne diminue en rien la fierté qu'elle éprouve pour cet aîné de seulement treize mois, auquel elle est particulièrement attachée et qu'elle appelle affectueusement « mon jumeau ». Entre eux, la célébrité de l'un n'a jamais effacé le chemin singulier de l'autre. Et c'est sans doute là que réside toute la force de leur histoire familiale : savoir aimer profondément la réussite de l'autre tout en ayant la volonté de bâtir, avec ses propres mains, sa propre destinée. Elle est également mère de quatre enfants, dont trois garçons âgés de 23, 18 et 11 ans, ainsi qu'une fille de 23 ans. Elle assume avec fierté ce rôle de mère de famille, qui constitue une dimension essentielle de sa vie et de son parcours.

Malick sakho

CHEIKH ABASSE BARRO : QUAND L'EXPERTISE INTERNATIONALE SE MET AU SERVICE DU PAYS NATAL



Il y a des trajectoires qui se lisent comme une ligne droite, et d'autres qui ressemblent davantage à un pont jeté entre deux rives que tout semble séparer. Celle de Cheikh Abasse Barro appartient à la seconde catégorie. D'un côté, les salles de marché feutrées de la Société Générale, les serveurs d'Euronext, les couloirs de la Bourse de New York. De l'autre, les ruelles de Kaolack, sa ville natale, où l'on parle encore de lui comme de l'enfant du pays qui a réussi ailleurs sans jamais vraiment partir.

Basé en France, ce Franco-Sénégalais a construit sa carrière au cœur des infrastructures technologiques les plus exigeantes de la planète financière. Société Générale, Euronext, la Bourse de New York, BISAM-FactSet, le Groupe Crédit Agricole : la liste ressemble à un carnet d'adresses que peu de professionnels africains de sa génération peuvent afficher. Mais derrière les noms prestigieux, il y a surtout un métier appris avec exigence, celui d'ingénieur et de directeur de projets IT, capable de piloter des systèmes d'information financiers dans des environnements où la moindre erreur se compte en millions et où la fiabilité n'est jamais négociable. C'est dans ces institutions que Cheikh Abasse Barro a développé une expertise particulière des systèmes d'information financiers, des infrastructures informatiques complexes et de l'accompagnement des grandes transformations technologiques, des compétences qui ne s'improvisent pas et qui se construisent année après année, projet après projet.

C'est cette rigueur, forgée dans des environnements où l'échec n'est pas une option, que Cheikh Abasse Barro a progressivement décidé de

mettre au service d'un autre terrain de jeu, celui du développement économique et territorial. Car l'informatique et la finance ne racontent qu'une partie de l'histoire. Membre du board de SEN Investment Group, il s'est peu à peu mué en connecteur, en celui qui met en relation porteurs de projets, entreprises, collectivités et partenaires internationaux, avec une attention particulière portée au Sénégal et à l'Afrique. Il porte ou accompagne aujourd'hui plusieurs structures dans le numérique et les télécommunications, parmi lesquelles LIFICOM, MobiGo Technologies et surtout le programme Smart Commune, consacré à la transformation numérique des collectivités territoriales et au développement de nouveaux services digitaux au bénéfice des citoyens et des économies locales. Smart Commune n'est pas un projet anodin. Il touche directement à ce qui manque cruellement à beaucoup de villes sénégalaises : des outils numériques capables de moderniser les services publics, de faciliter la vie des citoyens et de donner aux économies locales les moyens de capter une valeur qui, aujourd'hui encore, leur échappe trop souvent au profit d'acteurs extérieurs.

S'il ne fallait retenir qu'un fil conducteur dans ce parcours, ce serait celui de Kaolack. Ambassadeur honoraire du Maire de Kaolack

chargé de la Diaspora, Cheikh Abasse Barro a fait de cette fonction bien plus qu'un titre honorifique. Il en a fait un véritable métier de passeur, s'employant à mobiliser les compétences et les ressources de la diaspora pour irriguer sa ville d'origine et créer des passerelles durables entre la collectivité, la diaspora, le monde économique et différents partenaires internationaux. Cet engagement a pris une dimension très concrète à travers des coopérations nouées en Italie, avec des collectivités locales, des entreprises et le monde universitaire, dans des domaines aussi variés que la formation professionnelle, l'agriculture, l'innovation, la technologie et le développement économique. Autant de portes ouvertes que Kaolack, et plus largement le Sénégal, peuvent aujourd'hui pousser, à condition que la volonté politique et économique locale suive.

Président de l'ONG OSADT, Cheikh Abasse Barro est également à l'origine du Salon des Nouvelles Technologies pour l'Émergence, organisé à Paris. Il s'agit d'un rendez-vous pensé comme un véritable carrefour, où se croisent innovation, numérique, entrepreneuriat et opportunités concrètes pour la jeunesse et la diaspora. Il accompagne par ailleurs des dynamiques de coopération et d'investissement aux côtés d'organisations telles que le Club Diplomatique International Afrique. À travers chacune de ces responsabilités, une même conviction affleure, qu'il résume lui-même avec simplicité : mettre la technologie, l'expérience et les réseaux de la diaspora au service de projets concrets capables de créer de la valeur, de l'emploi et des opportunités au Sénégal.

Des profils comme celui de Cheikh Abasse Barro représentent une ressource rare pour le Sénégal, celle

d'un savoir-faire éprouvé dans les plus hautes sphères technologiques et financières internationales, mis directement au contact des réalités locales. Pour Kaolack en particulier, cela ouvre plusieurs perspectives très concrètes. Il y a d'abord l'accès à des réseaux d'investisseurs et de partenaires que peu de collectivités sénégalaises peuvent mobiliser seules, faute de relais suffisamment implantés à l'international. Il y a ensuite une expertise technique directement transposable aux projets de modernisation administrative et de services numériques aux citoyens, dans la continuité directe de ce que porte déjà Smart Commune. Il y a enfin, et c'est peut-être le plus précieux, un pont humain, cette capacité rare à convaincre des cadres et des entrepreneurs de la diaspora que l'on peut investir chez soi avec les mêmes standards d'exigence qu'ailleurs, sans céder ni sur la qualité ni sur l'ambition.

C'est peut-être là la vraie signature de Cheikh Abasse Barro. Non pas d'avoir réussi loin de Kaolack, mais d'avoir refusé, malgré la distance, de laisser sa ville natale hors du jeu. Son profil se situe au carrefour de trois univers, la technologie, l'investissement et l'engagement pour le développement territorial, et il appartient à cette génération de professionnels de la diaspora qui cherchent à transformer l'expérience internationale en initiatives économiques et sociales capables de produire un impact réel dans leur pays d'origine. À l'heure où tant de talents de la diaspora hésitent entre s'ancrer définitivement ailleurs ou revenir, Cheikh Abasse Barro trace une troisième voie, celle d'un engagement possible d'où que l'on parle, et Kaolack, comme le Sénégal tout entier, a beaucoup à gagner à ce que d'autres suivent cette même voie.

Malick Sakho



MERLIN TCHOFFO, LA CONFIANCE CHEVILLÉE AU MÉTIER

Demandez à Merlin Tchoffo de vous parler de son métier, et vous serez surpris. Pas un mot sur les lignes de code impénétrables, pas une allusion aux menaces fantômes qui hantent le web. Le mot qui revient, chez cet expert en cybersécurité d'Acceis, c'est la confiance. Celle qu'on bâtit patiemment, qu'on protège avec vigilance, et qu'on ne cesse de réajuster dans un monde où le numérique est devenu la colonne vertébrale des États, des entreprises et, plus discrètement, de nos vies de tous les jours.

Rien, pourtant, ne le destinait à ce chemin. Tout commence par un Master en mathématiques appliquées, dans les amphithéâtres de l'École normale supérieure de Yaoundé. C'est là, en dernière année, que germe une envie: confronter la théorie aux systèmes concrets, quitter l'abstraction pour se frotter au réel. Cette envie le pousse à bifurquer, à réorienter sa formation vers l'ingénierie. Le concours qu'il décroche l'emmène jusqu'à Brest, où il ressort en 2010 avec un double bagage: un diplôme d'ingénieur de l'École nationale des IETA, spécialisé en génie logiciel et systèmes embarqués, complété par un Master Recherche en informatique et robotique obtenu à Angers. Cette double casquette façonne durablement son regard. Elle lui apprend à décortiquer les systèmes complexes, à en comprendre l'architecture et les rouages, mais aussi à repérer ce qui, sous la surface, reste fragile.

Après ses débuts dans l'audit et la qualité des systèmes, la cybersécurité s'impose naturellement comme terrain de spécialisation. Consultant, il évolue depuis dans des environnements où la souveraineté numérique, la conformité réglementaire et la protection des données pèsent lourd dans chaque décision. Mais son rôle ne se réduit jamais à traquer des failles. Il s'agit surtout de faire se parler des mondes qui, trop souvent, s'ignorent: développeurs, architectes, équipes métiers, responsables sécurité et conformité, chacun avec ses priorités propres. Sa conviction est simple et ferme à la fois: la sécurité doit s'inviter dès la conception d'un produit, et non s'imposer après



M. Merlin Tchoffo (en médaillon) donnant un cours au royaume du Maroc.

coup, quand il est déjà trop tard pour bien faire.

Cette vision stratégique s'accompagne d'une pratique de terrain bien réelle, entre audits et tests d'intrusion. Il participe aussi à des programmes de bug bounty, ces chasses aux vulnérabilités menées dans un cadre légal et encadré. Et lorsque son emploi du temps le permet, il prend le chemin des écoles d'ingénieurs, anime des conférences, sensibilise aux mutations de son secteur, aussi bien en France qu'en Afrique et dans les Caraïbes.

C'est justement aux jeunes talents de la diaspora qu'il s'adresse avec le plus de conviction. La cybersécurité d'aujourd'hui n'a plus grand-chose à voir avec celle qu'il a connue à ses débuts. Le cloud, l'intelligence artificielle, les nouvelles architectures réseau ont considérablement élargi le terrain de jeu, et avec lui la palette des risques. Face à cette expansion, il plaide pour une autre façon d'apprendre. Vouloir tout maîtriser techniquement relève, selon lui, de l'illusion, dans un domaine qui se réinvente à un rythme effréné. Mieux vaut savoir creuser certains sujets en profondeur tout en conservant une vue d'ensemble suffisamment large pour saisir comment les technologies s'articulent entre elles. Avant même de choisir une formation, il invite à se poser les bonnes questions: où veut-on aller, quelles compétences sont réellement néces-

saires pour y parvenir. Cette réflexion préalable évite bien des désillusions, du temps perdu et de l'argent englouti dans des cursus mal ajustés ou des formations en ligne dont la qualité est parfois difficile à jauger. Et dans le doute, il n'y a pas de honte à solliciter l'avis de professionnels aguerris.

Pour ceux qui aspirent à se spécialiser, des voies émergentes s'ouvrent, comme l'analyse des risques ou les tests d'intrusion appliqués aux systèmes d'intelligence artificielle. Sur ce dernier point, il est catégorique: l'IA peut épauler l'évaluation de la sécurité d'un système, mais elle ne saurait, à elle seule, en fixer le niveau. Comprendre ce que l'on protège, contre quelles menaces et dans quel contexte, reste un exercice de jugement que la machine ne remplace pas.

D'autres profils, plus généralistes, choisiront une autre voie: non pas maîtriser chaque technologie dans ses moindres recoins, mais comprendre les systèmes, leurs interactions, leurs failles potentielles dans des environnements variés. Une approche qui demande de la curiosité, de la souplesse d'esprit et une vraie capacité à s'adapter. Les ressources, aujourd'hui, ne manquent pas: forums spécialisés, plateformes d'entraînement, chaînes de vulgarisation, podcasts, communautés en ligne. Pour les profils les plus autonomes et persévérants, les pro-

grammes de bug bounty offrent un terrain d'apprentissage grandeur nature, avec à la clé une possible rémunération lorsqu'une faille éligible est découverte, même si cette rémunération demeure aléatoire et ne saurait constituer un revenu garanti.

Vous pouvez également consulter les profils types des métiers de la cybersécurité proposés par l'European Cybersecurity Skills Framework (ECSF) de l'ENISA avec pour chacun: la mission, les tâches, les compétences, les connaissances et les aptitudes.

Au-delà des compétences techniques, deux qualités lui semblent indispensables: l'humilité et la déontologie. Savoir reconnaître les limites de son savoir, mais aussi mesurer le poids de la responsabilité qui accompagne l'accès à des systèmes sensibles, à des vulnérabilités, parfois à des données confidentielles. En cybersécurité, sortir du cadre autorisé n'est jamais anodin: les conséquences peuvent aller jusqu'au terrain pénal.

Reste la question qui inquiète nombre de candidats à ce métier: l'intelligence artificielle va-t-elle tout bouleverser? Merlin Tchoffo répond avec un pragmatisme désarmant. L'IA transforme les pratiques, certes, mais elle ne dissout pas les fondamentaux du métier. Elle peut aider l'auditeur à élargir son champ d'exploration, à multiplier les pistes dans le périmètre qui lui est confié, mais elle ne dispense ni de comprendre sa cible dans son contexte, ni d'interpréter les résultats avec discernement.

Quant à son impact économique réel, il reste, selon lui, difficile à mesurer avec précision: le recul manque encore pour en évaluer pleinement les effets sur la productivité et l'organisation du travail.

À double tranchant, l'intelligence artificielle peut renforcer considérablement les capacités des défenseurs, tout en offrant aux attaquants de nouveaux moyens d'action, notamment en rendant certaines techniques plus accessibles et plus faciles à mettre en œuvre.

Avec ou sans intelligence artificielle, la méthode demeure donc le socle indéboulonnable du métier: savoir précisément ce que l'on cherche, comprendre ce que l'on observe, et rester, en toute circonstance, maître de son jugement.

Et c'est peut-être dans ce mot qu'il choisit pour conclure, lancé comme un défi amical aux jeunes talents de la diaspora qui hésitent encore à se lancer, que se résume le mieux sa philosophie: « Chiche! »

Malick Sakho

NDOUMBÉ NIANG, BÂTISSEUSE DE CONFIANCE

À Ziguinchor, les week-ends d'enfance avaient un parfum précis : celui des mangues et des noix de cajou que Ndoumbé Niang allait cueillir dans les vergers familiaux. Elle ne le savait pas encore, mais ces après-midi passés à respirer la terre casamançaise nouaient déjà le premier fil d'une vie qu'elle ne cesserait, des années plus tard et à des milliers de kilomètres de là, de dérouler.



En 2009, un baccalauréat en poche, elle s'envole pour le Canada et atterrit à l'Université du Québec à Rimouski. Elle y découvre une autre échelle du monde : le calme d'une vie en région, une culture qu'elle apprend à aimer. Faute d'emploi sur place, elle rejoint Montréal, où sa carrière prend véritablement forme. Elle y entre par la petite porte, commis comptable dans une entreprise familiale. Ses responsables devinent vite qu'elle vaut plus que le poste qu'on lui a confié : technicienne comptable, puis fonctions de supervision, puis plusieurs métiers de la finance, en analyse, en contrôle, en gestion. Une étape la marque entre toutes. Arrivée au

Cégep Gérard-Gratien pour un mandat temporaire, chargée de remettre à niveau des dossiers financiers après une période difficile, elle se voit confier, quelques mois plus tard, la direction financière par intérim. C'est là qu'elle comprend quelque chose d'essentiel sur elle-même : même dans les fonctions les plus hautes, elle reste attachée à l'opérationnel, à comprendre un problème, à en chercher la cause, à fouiller jusqu'à trouver la solution. Avoir gravi les échelons du bas vers le haut, dit-elle, lui a appris à ne jamais s'éloigner du terrain. Rien, pourtant, dans cette ascension feutrée ne laissait deviner la femme qu'elle allait devenir. Elle se décrit à l'époque extrêmement timide, réservée, du genre à rester en retrait plutôt qu'à prendre une initiative. Ce sont les responsabilités, année après

année, qui l'ont façonnée, qui lui ont appris à décider, à s'imposer, à croire en elle. Avoir vécu entre deux pays, deux cultures, deux façons d'habiter le monde, lui a aussi donné une ouverture et une capacité d'adaptation qui ne l'ont plus quittée.

Vers 2020, avec son conjoint resté au Sénégal et porteur du même amour pour la nature, elle achète une première parcelle d'environ sept mille mètres carrés. Elle insiste toujours sur le rôle qu'il a joué : c'est lui qui a transformé une envie diffuse d'investir au pays en un geste concret.

Avant cela, son rapport à l'argent était tout autre. Entrée jeune sur le marché du travail, peu chargée financièrement, elle dépensait sans trop compter : shopping, vêtements, sacs, bijoux, allers-retours au Sénégal où elle achetait beaucoup, laissait une partie sur place, recommençait quelques mois plus tard. L'argent circulait, sans jamais vraiment construire.

Avec la ferme, quelque chose bascule. Pour la première fois, dépenser ne sert plus à se faire plaisir dans l'instant, mais à faire apparaître une plantation, une infrastructure, un équipement. Elle se souvient, aujourd'hui avec le sourire, de ses premières journées devant les citronniers à planter, quand elle hésitait à mettre les mains dans la terre à cause du sable qui se glissait sous les ongles. Cette femme-là lui semble désormais étrangère : elle travaille sans y penser dans la poussière, entourée d'insectes, au milieu des travaux manuels.

« Avant, j'utilisais surtout mon argent pour me faire plaisir. L'agriculture m'a appris à l'utiliser pour construire quelque chose. Et, quelque part, en construisant la ferme, je me suis aussi transformée moi-même », résume-t-elle.

Grâce à son emploi stable au Canada, elle investit progressivement sur fonds propres, sans prêt bancaire, et agrandit peu à peu l'exploitation. Des terrains presque nus se couvrent d'arbres fruitiers, d'agrumes, de serres, d'un système d'irrigation goutte à goutte, de panneaux solaires, puis d'un bâtiment avicole capable d'accueillir plusieurs milliers de sujets, dont le fumier vient nourrir les plantations pour limiter les intrants chimiques. Ce qui devait rester un placement devient, sans qu'elle s'en rende vraiment compte, une passion. Voir une graine devenir une plante, puis cette

plante donner ses fruits, continue de la fasciner autant qu'au premier jour. Elle refuse de raconter ce parcours comme une suite de réussites. Au départ, elle a voulu que tout soit parfait trop vite, de belles infrastructures avant même d'avoir testé les activités qu'elles devaient abriter. L'aviculture, en particulier, lui a coûté cher en leçons : une grosse perte après l'abattage de plusieurs centaines de poulets faute d'avoir maîtrisé la chaîne du froid, puis une mortalité massive après avoir fait confiance à un fournisseur qui affirmait avoir vacciné les volailles. Nourrir des animaux pendant des semaines, y mettre de l'argent, du temps, de l'énergie, et les perdre presque du jour au lendemain : elle décrit cela sans détour comme une épreuve. C'est de là qu'est née l'une de ses convictions les plus fermes, celle qui gouverne aujourd'hui tout ce qu'elle entreprend : la confiance ne doit jamais remplacer la vérification.

C'est aussi en achetant des terres, année après année, qu'elle a commencé à comprendre une réalité plus large que la sienne. Elle se souvient avoir demandé à certains vendeurs pourquoi ils cédaient leur terrain, certains pour acheter une moto, d'autres pour démarrer une autre activité.

Sa première réaction a été l'incompréhension, avant de saisir ce qu'elle formule aujourd'hui avec clarté : posséder une terre ne signifie pas avoir les moyens de l'exploiter. On peut avoir grandi dans l'agriculture, la connaître intimement, et pourtant ne jamais réunir de quoi financer un forage, une clôture, un système d'irrigation.

De l'autre côté de l'Atlantique, son parcours canadien lui révèle une autre réalité, celle de milliers de Sénégalais de la diaspora qui veulent investir au pays sans savoir à qui faire confiance, dans quel projet s'engager, comment suivre l'usage de leur argent depuis des milliers de kilomètres. D'un côté, des porteurs de projets, avec des idées, un savoir-faire, parfois une terre, mais pas assez de capitaux.

De l'autre, des investisseurs qui ont les moyens mais cherchent de la structure et de la transparence. De cette rencontre de deux manques naît Evolis Africa, une plateforme qu'elle ne présente jamais comme le fruit d'une étude de marché, mais comme le prolongement direct de ce qu'elle a elle-même traversé.

La suite en page 28

Ndoubé Niang, bâtisseuse de confiance

Suite de la page 27

C'est dans Evolis que ses deux vies, la financière et l'agricultrice, finissent par se rejoindre le plus naturellement. Son expérience en finance lui permet d'aller au-delà de l'idée d'un projet, d'en lire le budget, les marges, la trésorerie, la cohérence du financement demandé. Son expérience du terrain lui permet ensuite de reposer les mêmes chiffres à la lumière du réel, de se demander si ce qui est écrit sur le papier tient debout dans une exploitation. « La financière en moi comprend désormais la réalité du terrain agricole, et l'entrepreneure agricole conserve son regard de financière », dit-elle, comme la définition la plus juste qu'elle ait trouvée d'elle-même.



Elle refuse toutefois qu'Evolis ne s'adresse qu'aux profils déjà solides, ceux qui possèdent une terre, un marché, des équipements. Une personne sans rien de tout cela peut porter un excellent projet, et fermer la porte à ce type de profil reviendrait, dit-elle, à reproduire exactement les barrières qu'elle veut faire tomber. Ce qui compte, c'est qu'un projet soit structuré, réaliste, réalisable, et que celui qui le porte en ait vraiment la capacité et la volonté. Elle veut une plateforme exigeante sur la qualité des projets, sans jamais devenir élitiste sur le profil des personnes.

Deux principes, dit-elle, ne sont pas négociables. D'abord la qualité avant la quantité : trois projets sérieux qui réussissent valent mieux à ses yeux qu'une centaine impossibles à suivre correctement. Ensuite la transparence, qu'elle a voulu inscrire dans les mécanismes mêmes de la plateforme : suivi des dépenses, justificatifs, validations, contrats construits avec des juristes, mais aussi expliqués et compris avant toute signature. Quand il est question d'argent, répète-t-elle, la confiance seule ne suffit pas.

Ce projet lui a demandé d'immenses sacrifices : de longues soirées, des nuits courtes, une famille qui a dû accepter son absence. Elle se souvient précisément du jour où elle en a parlé à son fils, dix ans, dont la première réaction a été un cri de joie : « Youpi, maman va être célèbre ! » Elle n'a jamais cherché la célébrité, mais cette phrase l'a touchée profondément et l'a poussée à aller au bout de son idée. Sa mère, elle, lui a simplement demandé ce qui se passerait si cela ne fonctionnait pas. Elle lui a répondu qu'elle y croyait. Elle ne se souvient pas avoir été aussi confiante dans un projet de toute sa vie.

Pour l'instant, elle veut concentrer Evolis sur le Sénégal, construire la confiance projet après projet, avant d'imaginer une ambition plus large à l'échelle du continent. Elle ne se voit pas non plus abandonner l'agriculture, bien au contraire : elle a encore beaucoup de terres à faire vivre, beaucoup d'idées à développer. Quand elle imagine Evolis dans dix ans, elle ne pense ni à sa taille ni à son nombre d'utilisateurs, mais à l'idée de retourner un jour dans les fermes des promoteurs qu'elle aura accompagnés, de les voir devenus autonomes, leurs entreprises grandies, des emplois créés là où il n'y avait rien.

Il y a, dans le parcours de Ndoubé Niang, l'enfant des vergers de Ziguinchor, la jeune femme timide partie étudier au Canada, la commis comptable devenue directrice financière, celle qui dépensait sans compter et celle qui a appris à construire, l'entrepreneure agricole qui a mis les mains dans la terre, connu les pertes et recommencé, la Sénégalaise de la diaspora qui comprend ceux qui hésitent à investir au pays faute de confiance. Toutes ces vies, dit-elle elle-même, ne se sont pas succédé par rupture, mais par convergence.

« La finance m'a appris à analyser les projets. L'agriculture m'a appris la réalité derrière les chiffres. Mes erreurs m'ont appris à vérifier et à être patiente. Et mon parcours entre le Sénégal et le Canada m'a fait comprendre qu'entre ceux qui veulent entreprendre et ceux qui veulent investir, le véritable enjeu reste souvent la confiance. »

Malick sakho

MAMI MANJANG, UNE AMBASSADRICE ENGAGÉE DE LA CULTURE GAMBIENNE



Figure respectée de la diaspora gambienne en Finlande, Mami Manjang, également connue sous l'orthographe Mamie Manjang, s'est imposée au fil des années comme une actrice incontournable de la promotion de la culture gambienne et africaine dans les pays nordiques.



Grâce à son engagement associatif et culturel, elle contribue activement au renforcement

des liens entre les membres de la communauté gambienne installée en Finlande tout en favorisant le dialogue interculturel avec la société finlandaise. Son action s'inscrit dans une dynamique de valorisation du patrimoine culturel africain, de transmission des traditions aux jeunes générations et de promotion du vivre-ensemble.

Mami Manjang est particulièrement connue pour son implication dans l'organisation de nombreux événements culturels, notamment les Semaines de la culture gambienne, qui mettent à l'honneur les arts, la musique, la danse, la gastronomie, l'artisanat et les traditions de la Gambie. Ces manifestations constituent des

espaces privilégiés de rencontre entre les communautés africaines, les autorités locales et le grand public.

En qualité de coordinatrice ou de personne de référence pour plusieurs initiatives culturelles, elle mobilise bénévoles, artistes, partenaires institutionnels et associations afin d'assurer le succès de ces rendez-vous devenus incontournables au sein de la diaspora gambienne en Finlande. Au-delà de leur dimension festive, ces événements participent au renforcement de la cohésion sociale, à la préservation de l'identité culturelle des diasporas et à la promotion d'une meilleure connaissance des cultures africaines en Europe.

L'engagement de Mami Manjang illustre le rôle essentiel que jouent les femmes de la diaspora dans la construction de passerelles entre les peuples. Par son dynamisme et son sens de l'organisation, elle contribue à faire rayonner la richesse du patrimoine gambien bien au-delà des frontières de son pays d'origine.

A travers son parcours, Mami Manjang démontre que la culture demeure un puissant vecteur de rapprochement, d'intégration et de coopération entre les communautés, faisant d'elle une véritable ambassadrice de la Gambie en Finlande.

wabitimrew.net

MARC OLIVIER MAHAN, LA VOIX MONTANTE D'UNE JEUNESSE PANAFRICAINNE EN EUROPE



Il y a des trajectoires qui se lisent comme des choix assumés plutôt que comme des hasards. Celle de Marc Olivier Mahan en fait partie. Ivoirien installé en Europe, formé sur les bancs de deux universités françaises réputées, il aurait pu emprunter mille chemins plus discrets. Il a choisi celui de l'engagement.

Un parcours pensé pour l'action
Rien, dans le cursus de Marc Olivier Mahan, n'est laissé au hasard. Un Master en Philosophie Politique décroché à l'Université de Rennes 1 lui donne les outils conceptuels pour penser le pouvoir, la justice et le vivre-ensemble. Un second Master, en Médiation et Gestion des Conflits, obtenu à l'Université de Poitiers, le forme cette fois à l'art délicat de désamorcer les tensions et de construire du dialogue là où d'autres ne voient que de l'affrontement. À cela s'ajoute une formation en Entrepreneurat et création d'Entreprise, signe d'un esprit qui refuse de séparer l'idéal du concret : penser le monde, oui, mais aussi le

construire.
Ce triptyque de formations n'est pas anodin. Il dessine le portrait d'un homme qui a voulu se donner les moyens intellectuels, méthodologiques et pratiques de son ambition : servir une cause qui le dépasse, celle de la justice et de l'égalité des peuples.

À la tête de la jeunesse du COJEP en Europe

Aujourd'hui, Marc Olivier Mahan préside la Jeunesse du COJEP en Europe, la branche jeunesse du Congrès Panafricain pour la Justice et l'Égalité des Peuples. Fondé en 2001 par Charles Blé Goudé sous le nom de Congrès Panafricain des Jeunes et des Patriotes, puis transformé en parti politique en 2015 lors d'un congrès tenu à Grand-Alépé, près d'Abidjan, le COJEP s'est construit autour d'une ligne claire : justice sociale, panafricanisme, autonomie financière et égalité des peuples. Le parti a depuis essaimé bien au-delà de la Côte d'Ivoire, avec des représentations en Afrique, en Europe, aux États-Unis et en Asie.

Son leader, Charles Blé Goudé, ancien ministre de la Jeunesse ivoi-

rienne et figure marquante de la scène politique du pays, a connu un parcours tourmenté : plusieurs années de procédure devant la Cour pénale internationale à La Haye, avant un acquittement qui a ouvert la voie à son retour en Côte d'Ivoire en novembre 2022. Depuis, il a relancé le COJEP, multiplié les initiatives panafricanistes dont la célébration des dix ans du parti en août 2025 autour du thème du panafricanisme et de la démocratisation en Afrique et pris part activement à la vie politique ivoirienne, notamment aux côtés de Simone Gbagbo lors de la campagne présidentielle de 2025. C'est dans le sillage de cette figure, entre héritage militant et volonté de réconciliation nationale, que s'inscrit aujourd'hui l'action de la jeunesse du parti en Europe. C'est dans cet écosystème que Marc Olivier Mahan a trouvé sa place, non pas comme simple relais, mais comme artisan d'une déclinaison européenne du projet : mobiliser une diaspora souvent dispersée, parfois désabusée, et lui redonner un rôle actif dans la marche du continent.

Trois axes, une conviction

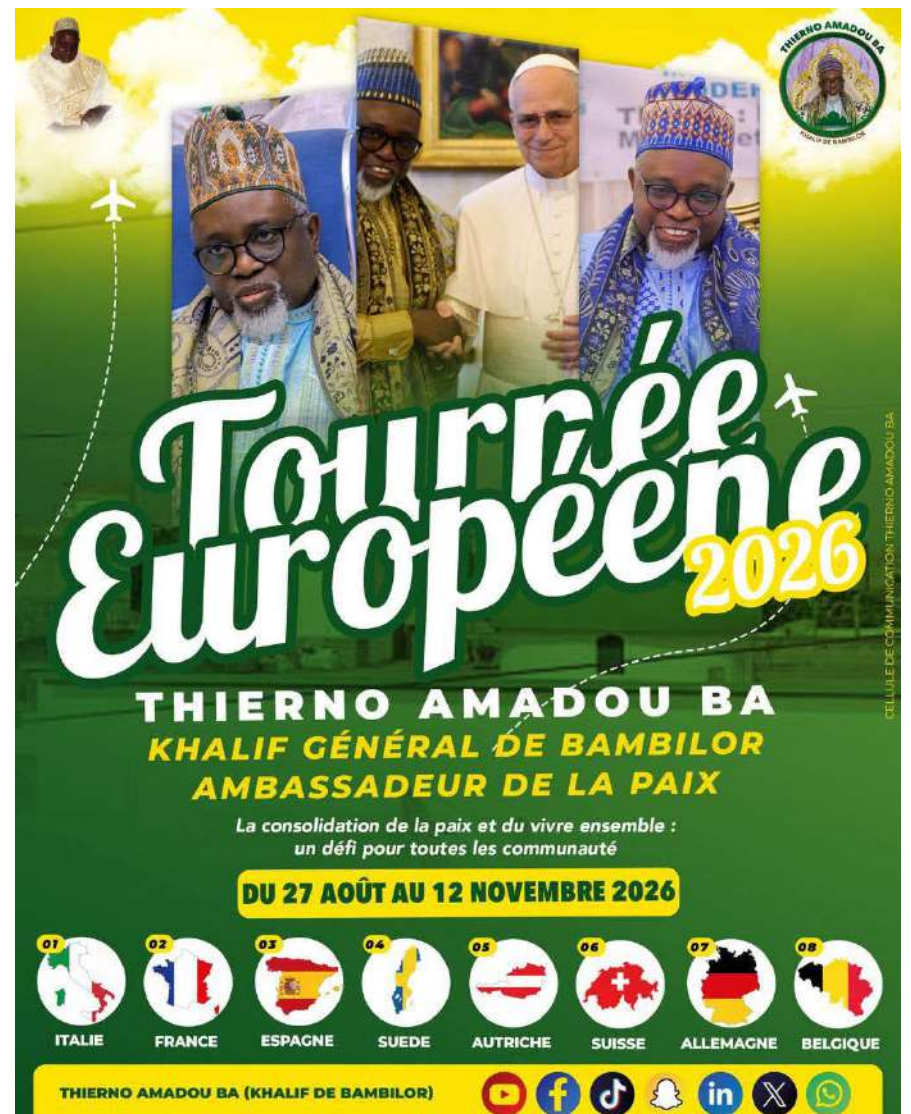
L'engagement de Marc Olivier

Mahan se structure autour de trois priorités qu'il énonce avec la clarté de quelqu'un qui sait où il va : le leadership de la jeunesse, le dialogue et la médiation, et la promotion des valeurs panafricaines en Europe. Trois axes qui ne doivent rien au hasard non plus ils sont le prolongement naturel de sa double formation en philosophie politique et en médiation des conflits.

Sa conviction tient en une phrase : la jeunesse est le moteur du changement. Une idée simple, presque une évidence, mais qu'il s'attache à traduire concrètement en travaillant à renforcer la voix et la participation de la diaspora africaine sur le continent européen. Pas dans l'incantation, mais dans la structuration d'une génération qui refuse de choisir entre ses racines africaines et sa vie en Europe et qui entend peser sur les deux rives à la fois.

Une génération qui s'organise
Le portrait de Marc Olivier Mahan est aussi, en creux, celui d'une génération de la diaspora qui ne se contente plus d'observer de loin les mutations du continent. Formés, structurés, connectés aux réseaux panafricains, ces jeunes leaders entendent devenir des acteurs à part entière du dialogue entre l'Afrique et sa diaspora. Marc Olivier Mahan en est, à sa mesure, l'une des figures les plus déterminées.

Malick sakho



AVEC DIASPO-PAY, ERIC KOFFOUNDA VEUT TRANSFORMER LA MANIÈRE DONT LA DIASPORA AIDE SES PROCHES

Depuis Nîmes, l'entrepreneur centrafricain Eric Koffounda développe Diaspo-Pay, une fintech qui entend faire évoluer les pratiques de soutien financier de la diaspora. Son idée : permettre aux Africains vivant à l'étranger de payer directement les dépenses de leurs proches dans leur pays d'origine, plutôt que de leur envoyer systématiquement de l'argent.



chaque année, les diasporas africaines transfèrent d'importantes

sommes d'argent vers leurs pays d'origine. Ces fonds contribuent au paiement des factures, aux dépenses de santé, à la scolarité des enfants ou encore aux besoins du quotidien. Mais dans de nombreux cas, le membre de la diaspora envoie directement l'argent à un proche, sans toujours avoir la possibilité de vérifier précisément son utilisation.

C'est à partir de cette problématique qu'est née Diaspo-Pay. La plateforme propose une approche différente : lorsqu'un paiement direct est possible, l'utilisateur peut régler directement le fournisseur concerné depuis son pays de résidence. Une facture d'électricité, des frais de scolarité, une dépense médicale, un loyer ou encore certains services du quotidien peuvent ainsi être pris en charge à distance.

L'objectif est double : simplifier le soutien aux proches et renforcer la traçabilité des dépenses. Pour la diaspora, il ne s'agit plus seulement d'envoyer de l'argent, mais de pouvoir s'assurer que celui-ci répond effectivement au besoin identifié.

De la facture au paiement direct

Le fonctionnement de Diaspo-Pay repose sur cette distinction entre transfert d'argent et paiement de service. Au lieu de remettre systématiquement les fonds à un bénéficiaire, la plateforme cherche à connecter le payeur au prestataire ou au fournisseur.

Cette logique peut concerner plusieurs secteurs. L'électricité, l'eau, internet, les loyers, la santé ou encore l'éducation figurent parmi les usages envisagés. La solution prévoit également des services liés aux réservations d'hôtels, à la location



d'appartements, à la mobilité et à certaines opérations immobilières. Diaspo-Pay souhaite ainsi devenir une interface entre les membres de la diaspora et les services dont leurs familles ont besoin dans leur pays d'origine.

La technologie constitue également un élément central du projet. La fintech a intégré une solution d'intelligence artificielle destinée notamment à analyser les factures et à en extraire automatiquement les informations nécessaires au paiement : fournisseur, montant ou bénéficiaire. Le système doit également pouvoir traiter certains documents manuscrits, une fonctionnalité particulièrement intéressante dans des environnements où la dématérialisation des services reste encore incomplète.

L'ambition est donc de rendre les opérations plus simples tout en limitant les erreurs et les manipulations.

Une ambition internationale

Portée depuis la France par Eric Koffounda, entrepreneur issu de la diaspora centrafricaine, Diaspo-Pay entend progressivement développer plusieurs corridors de paiement entre pays d'accueil et pays d'origine.

L'Afrique constitue son premier terrain d'expansion, avec notamment des flux envisagés depuis la France, les États-Unis, le Canada ou le Royaume-Uni vers différents pays africains. Mais le projet ambitionne

également de s'intéresser aux diasporas des Caraïbes, d'Amérique latine et d'Asie.

Cette stratégie doit permettre à la plateforme d'adapter son fonctionnement aux réalités de chaque marché : réglementation, fournisseurs, moyens de paiement et besoins des utilisateurs.

Pour Eric Koffounda, l'enjeu dépasse ainsi la simple création d'une application financière. Il s'agit de construire une infrastructure capable d'accompagner une diaspora qui joue déjà un rôle économique majeur dans le développement de ses pays d'origine.

La question de la confiance est au cœur de cette approche. Diaspo-Pay annonce un modèle reposant sur des frais de service transparents et proportionnels aux paiements effectués. La fintech travaille également sur des dispositifs de vérification et de conformité de type ML/KYC afin de renforcer la sécurité des transactions et de répondre aux exigences réglementaires des différents marchés.

Un projet à la recherche de partenaires

Diaspo-Pay se trouve encore dans une phase de structuration et de préparation de son déploiement commercial. La startup souhaite notamment renforcer son infrastructure de sécurité, finaliser le développement de son application et ouvrir progressivement ses premiers corridors.

Elle recherche également des partenaires dans plusieurs secteurs, notamment la santé, l'éducation, les services publics et les entreprises privées susceptibles d'intégrer la plateforme.

Le projet sera notamment présenté lors des Bangui Financial Days, du 1er au 3 octobre 2026, une occasion pour Eric Koffounda de rencontrer des acteurs financiers et économiques centrafricains et de rechercher de nouvelles collaborations.

La startup est également à la recherche de financements pour accélérer son développement. Une levée comprise entre 150 000 et 200 000 euros est envisagée afin notamment de sécuriser l'infrastructure de paiement et de faire évoluer le prototype vers une solution pleinement opérationnelle.

À travers Diaspo-Pay, Eric Koffounda défend finalement une idée simple : faire évoluer le transfert d'argent de la diaspora vers un modèle davantage orienté vers le paiement direct des besoins.

Si le projet parvient à déployer ses premiers corridors et à gagner la confiance des utilisateurs et des partenaires locaux, Diaspo-Pay pourrait trouver sa place dans un secteur en pleine transformation, à la croisée de la fintech, des services de proximité et de l'économie de la diaspora.

Falilou Thiane

(Source : startupmedias.net)

UN TOIT, ENFIN : COMMENT KEUR YAYE FATOU IMMO RÉPARE LA CONFIANCE PERDUE DE LA DIASPORA SÉNÉGALAISE

Il y a une phrase que tout Sénégalais de l'extérieur a fini par redouter : « Nga xam ne, sama terrain lañu nakk. », « Tu sais, on m'a arnaqué sur mon terrain. » Elle circule dans les groupes WhatsApp familiaux, elle se glisse entre deux nouvelles du pays, elle revient chaque été comme un refrain amer. Car s'il y a bien une angoisse qui traverse toutes les générations de la diaspora, des ouvriers de la première heure aux jeunes cadres formés en Europe ou en Amérique, c'est celle-ci : comment poser, un jour, une pierre chez soi sans se faire dépouiller par ceux qui devaient justement l'aider à la poser ?

C'est à cette question, aussi vieille que l'émigration sénégalaise elle-même, qu'une agence dakaroise a décidé d'apporter une réponse concrète : Keur Yaye Fatou Immo.

Une agence née d'une conviction de femmes

Tout commence en 2014, à Dakar, quand une équipe de jeunes femmes décide de mettre son énergie et son expérience au service d'une clientèle en quête de biens fiables. Dans un secteur immobilier sénégalais où l'informel, les faux actes et les doubles ventes ont fait tant de dégâts, le pari n'était pas gagné d'avance. Douze ans plus tard, installée au Front de Terre, dans l'immeuble Walfadjri, l'agence s'est imposée comme un acteur qui pèse : gestion locative, location saisonnière à travers son programme « Les Délices de Keur Yaye Fatou », location de salles et de bureaux de co-working, et surtout, un vaste programme foncier social qui structure aujourd'hui toute son ambition. Son objectif affiché n'a rien de timide : devenir, d'ici 2029, le leader du secteur immobilier au Sénégal. Pour y parvenir, l'agence a misé sur trois leviers qui parlent directement à ceux qui vivent loin du pays : la digitalisation complète de ses services, une présence renforcée sur les réseaux WhatsApp, YouTube, Facebook, Instagram, TikTok et une visibilité télévisuelle acquise à travers l'émission Sen Marché sur Walf TV.

« Un toit pour chaque femme » : un programme qui pense d'abord aux

plus vulnérables

Le cœur battant de l'agence, c'est ce programme social baptisé « Un toit pour chaque femme ». L'intitulé n'est pas un slogan marketing : il traduit un constat de terrain. Dans la société sénégalaise, ce sont souvent les femmes pivots de la famille, parfois fragilisées par des difficultés économiques ou des violences domestiques qui peinent le plus à accéder à un logement stable. Keur Yaye Fatou Immo a choisi d'en faire sa priorité, sans pour autant fermer la porte aux travailleurs de l'informel, aux cadres, aux mouvements de jeunes ni, bien sûr, à la diaspora.

Pour donner corps à cette ambition, l'agence a sillonné le pays à la recherche de sites régularisés, accessibles et sûrs : l'axe Malicounda-Pout, la nouvelle zone stratégique de Diass, la zone des Niayes entre Sangalkam et Bambilor, et l'implantation naissante à Saint-Louis, sur les sites de Gandon et Gandiol. À Malicounda Takhom, quartier déjà pourvu en eau et en électricité, à sept minutes de l'autoroute à péage et à quarante-cinq minutes de Dakar, les parcelles de 150 et 300 m² sont vendues à des prix pensés pour rester accessibles avec, précision qui compte pour qui a déjà été échaudé, des actes administratifs certifiés par la commune et accrédités par les signatures du maire et du sous-préfet.

La Maison du Futur : le programme pensé pour vous

Mais c'est un autre chantier qui devrait retenir l'attention des Sénégalais de l'extérieur : « La Maison du Futur ». Ce programme s'adresse explicitement à la diaspora, avec un objectif limpide accompagner ceux qui vivent loin pour qu'ils trouvent un logement fiable et investissent sereinement dans leur pays d'origine. C'est dans ce cadre qu'est née la Cité Keur Yaye Fatou Diaspora, un site pensé de bout en bout pour des acheteurs qui ne peuvent pas être physiquement présents à chaque étape d'une transaction.

C'est précisément là que se joue la vraie valeur ajoutée de l'agence pour ceux qui vivent à Paris, Milan, New York ou Libreville : la distance, qui a longtemps été l'arme favorite des escrocs fonciers, devient ici un non-sujet. Statuts juridiques vérifiés, plateformes digitalisées, facilités de paiement adaptées, suivi à travers les réseaux sociaux. L'agence a



Mme Mariétou Cissé, responsable
Diaspora et marketing de
l'agence immobilière Keur
Yaye Fatou Immo

construit son offre pour que la confiance ne dépende plus de la présence physique du client sur place. Construire, pas seulement vendre. Au-delà du foncier, Keur Yaye Fatou Immo s'est aussi lancée dans la construction, avec un volet dédié aux villas économiques pour les logements sociaux et aux villas de moyen standing, à travers sa future cité « Les Résidences Yaye Fatou ». Une manière d'accompagner le client jusqu'au bout de son projet, du terrain nu à la maison achevée, plutôt que de le laisser seul face aux tracasseries du bâtiment une fois l'acte de vente signé.

Et l'agence ne compte pas s'arrêter là. Une deuxième phase est déjà annoncée pour les régions de Kaolack, Ziguinchor, Louga, Diourbel et Fatick preuve d'une volonté d'irriguer tout le territoire, et pas seulement l'axe Dakar-Petite Côte qui concentre habituellement l'essentiel des investissements immobiliers sénégalais.

Ce que cela change vraiment pour la diaspora

On ne le répètera jamais assez : le logement est, pour beaucoup de Sénégalais de l'étranger, bien plus qu'un investissement. C'est une pro-

messe faite à soi-même, à ses parents, parfois à toute une lignée celle de rentrer un jour, ou du moins de savoir qu'on a, quelque part au pays, un endroit à soi. Trop de ces promesses ont été trahies par des vendeurs sans scrupules, des terrains vendus deux ou trois fois, des actes falsifiés découverts trop tard, au retour, sur place, impuissant.

Ce que propose Keur Yaye Fatou Immo, c'est une manière de reprendre la main sur cette promesse : des sites vérifiés, une équipe joignable depuis n'importe quel fuseau horaire, des documents dont l'authenticité peut être contrôlée avant tout engagement financier. Ce n'est pas la martingale qui effacera d'un coup des décennies de méfiance. Mais c'est, très concrètement, une agence qui a choisi de faire de la diaspora une priorité plutôt qu'une cible, et qui construit sa réputation sur la transparence plutôt que sur la promesse facile.

Pour une communauté qui a trop souvent payé cher le prix de la confiance accordée trop vite, ce choix mérite d'être connu et surtout, d'être vérifié par chacun avant de signer.

Malick sakho

KEUR YAYE FATOU IMMO

Achat Vente Construction Gérance

12 Route Du Front De Terre Dakar

yayefatouimmo@gmail.com

Tel : 33 867 89 07 / 78 440 49 02 / 78 436 10 46



AGENCE IMMOBILIÈRE

KEUR YAYE FATOU IMMO

**VOTRE PARTENAIRE
DE CONFIANCE POUR
TOUS VOS PROJETS
IMMOBILIERS**



ACHAT - VENTE

Des offres fiables
et sécurisées.



CONSTRUCTION

Réalisation de vos
projets sur mesure.



GÉRANCE

Gestion locative
professionnelle.



**12, ROUTE DU FRONT
DE TERRE DAKAR**



yayefatouimmo@gmail.com



**33 867 89 07 / 78 440 49 02
78 436 10 46**

Votre satisfaction, notre priorité !